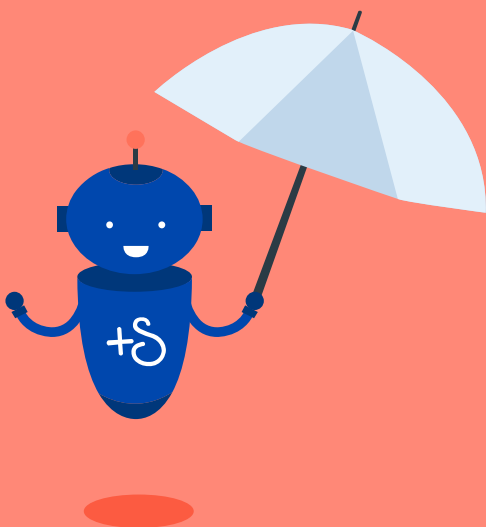


+Simple

MULTIRISQUE OFFICINES

MRP-CG_202102





MUTUELLE D'ASSURANCE DES PROFESSIONNELS
www.madp.fr

1.	LEXIQUE	6
2.	TITRE 1 – L'ASSURANCE DE VOTRE OFFICINE ET DE SON CONTENU	11
2.1	- Biens assurés (désignés aux Conditions Particulières)	11
2.1.1	- Officine	11
2.1.2	- Contenu professionnel	11
2.1.3	- Assistance	11
2.2	- Evénements garantis	12
2.2.1	- Incendie et / ou événements assimilés sauf catastrophes naturelles	12
2.2.2	- Tempête, ouragan, grêle, poids de la neige, avalanches	13
2.2.3	- Attentats, actes de terrorisme, actes de sabotage, émeutes, mouvements populaires	14
2.2.4	- Dégâts des eaux et autres liquides	14
2.2.5	- Catastrophes Naturelles	16
2.2.6	- Vol, agressions, actes de vandalisme	17
2.2.7	- Bris de glaces	20
2.2.8	- Bris de matériel et de mobilier professionnels	21
2.2.9	- Garanties spécifiques à l'officine	22
2.2.10	- Autres dommages matériels	23
2.3	- Frais et pertes garantis	24
2.4	- Expertise	25
2.5	- Modalités d'indemnisation	25
2.5.1	- Locaux professionnels	25
2.5.2	- Contenu	25
3.	TITRE 2 – LA PROTECTION FINANCIERE DE VOTRE OFFICINE	27
3.1	- Pertes consécutives à un dommage matériel atteignant votre officine	27
3.1.1	- Pertes d'exploitation	27
3.1.2	- Perte de valeur vénale de votre officine	29
3.1.3	- Dispositions communes applicables à la perte d'exploitation et à la perte de valeur vénale	31
3.1.4	- Dépréciation de votre officine suite à une erreur ou une faute professionnelle	31
4.	TITRE 3 – VOTRE RESPONSABILITE CIVILE	33
4.1	- Votre responsabilité civile en tant que locataire ou propriétaire de vos locaux professionnels	33
4.2	- Votre responsabilité civile professionnelle et exploitation	33
4.2.1	- Votre responsabilité civile professionnelle (liée à la nature de l'activité)	33
4.2.2	- Votre responsabilité civile exploitation	34
4.2.3	- Votre responsabilité civile employeur	34
4.3	- Dispositions et exclusions communes aux garanties de responsabilité civile	35
4.3.1	- Exclusions	35
4.3.2	- Défense en cas d'action judiciaire	36
4.4	- Fonctionnement des garanties responsabilités civiles dans le temps	36
4.4.1	- Inopposabilité des déchéances	36
4.4.2	- Période de garantie	37
5.	TITRE 4 – INDIVIDUELLE ACCIDENT	39
5.1	- Les garanties	39
5.2	- Les exclusions	40
5.3	- Non-cumul des indemnités	40
6.	LA VIE DU CONTRAT	41
6.1	- Article 1 - La naissance, la durée de votre contrat	41
6.1.1	- Date d'effet	41
6.1.2	- Durée	41
6.2	- Article 2 - Les possibilités de mettre fin à votre contrat	41
6.2.1	- Par vous et par nous :	41
6.2.2	- Par vous :	41
6.2.3	- Par nous :	42
6.2.4	- Par les parties concernées :	42

6.2.5 - De plein droit :	42
6.3 - Article 3 – Les modalités de résiliation de votre contrat.....	42
6.3.1 - Formalisation de la décision de résilier	42
6.3.2 - Remboursement de cotisation – indemnité de résiliation.....	42
6.4 - Article 4 – Transfert de propriété	43
6.5 - Article 5 – Prescription.....	43
6.6 - Article 6 – La situation géographique de vos garanties	45
6.7 - Article 7 – Vos déclarations à la souscription et en cours de contrat	45
6.7.1 - Lors de la souscription du contrat.....	45
6.7.2 - En cours de contrat	45
6.7.3 - Déclaration annuelle du chiffre d'affaires	46
6.7.4 - Autres assurances	46
6.7.5 - Absence ou déclarations erronées – les conséquences	46
6.8 - Article 8 – Votre cotisation.....	46
6.8.1 - Mode de calcul.....	46
6.8.2 - Modalités de paiement.....	46
6.9 - Article 9 – Le règlement des sinistres – nos obligations respectives.....	47
6.9.1 - Principes généraux	47
6.9.2 - Vos obligations.....	47
6.9.3 - Nos obligations communes.....	49
6.9.4 - Nos obligations	49
7. ARTICLE 10 – LES EXCLUSIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES DE VOTRE CONTRAT	51
8. ARTICLE 11 - L'ACTUALISATION DES GARANTIES ET DES COTISATIONS DE VOTRE CONTRAT	52
8.1 - Indexation	52
8.2 - Actualisation des garanties.....	52
8.3 - Actualisation technique des bases de cotisation.....	52
9. ARTICLE 12 – RECLAMATIONS ET MEDIATION	53
10. ARTICLE 13 – INFORMATIQUE ET LIBERTE – DROIT DE COMMUNICATION ET DE RECTIFICATION (LOI 78-17 DU 6 JANVIER 1978 MODIFIEE)	54
11. ARTICLE 14 – AUTORITE DE CONTROLE	55

Assurance confraternelle du pharmacien d'officine.

INTRODUCTION

Vous venez de souscrire un contrat d'Assurance MADP MULTIRISQUE PROFESSIONNELLE DES PHARMACIENS D'OFFICINE.

Nous vous remercions de votre confiance.

Votre contrat se compose des Conditions Générales et des Conditions Particulières. Les Conditions Générales présentent l'ensemble des garanties proposées, décrivent leur étendue et fonctionnement.

Nous soulignons l'importance des différents principes de précaution et de prévention, et l'accompagnement dans ce cadre proposé par la MADP.

Les présentes Conditions Générales sont référencées MRP-CG_202102 et viennent préciser les Conditions Particulières délivrées à la souscription et les Avenants établis postérieurement et signés par vous et par nous.

Nous sommes soumis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 61, rue Taitbout 75009 PARIS

Pour vous prévaloir des garanties de ce contrat, il est nécessaire que vous soyez en possession des Conditions Particulières signées par vous et par la MADP. Elles constituent la preuve de l'existence et de la validité du contrat.

1. LEXIQUE

ACCIDENT

Tout événement soudain, imprévu, extérieur à la victime ainsi qu'au bien endommagé, qui est la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels.

ANNÉE D'ASSURANCE

Période s'étendant de la date d'effet d'une garantie à l'échéance annuelle des cotisations, puis entre deux échéances annuelles.

ARCHIVES

Les archives informatiques : bandes magnétiques, disquettes, etc...

Les archives non-informatiques : dossiers, registres, fiches papier, documents comptables, commerciaux, techniques et administratif.

ASSURÉ

Vous-même, le preneur d'assurance.

Pour l'application de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle : vous-même, le titulaire de l'officine, les pharmaciens-assistants et/ou remplaçants, et de manière générale leurs préposés, salariés et stagiaires.

AVENANT

Document signé par vous et par la MADP, et qui apporte des modifications au contrat.

BATIMENTS

Les bâtiments dont vous êtes propriétaire et qui constituent vos locaux professionnels, figurant à l'adresse indiquée aux Conditions Particulières, leurs clôtures, murs, enceintes, barrières, portails et équipements de parking extérieurs.

Si vous en êtes copropriétaire, la garantie s'applique à votre part dans la copropriété en complément du contrat d'assurances souscrit par elle, ou en cas de défaillance ou d'absence de contrat.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Montant du chiffre d'affaires réalisé au cours de la période de douze mois précédant l'échéance annuelle du contrat, (non compris la taxe sur la valeur ajoutée si vous récupérez cette taxe), rétrocessions non déduites. Ce chiffre comprend la vente de marchandise, de services ainsi que la perception d'honoraires.

En cas d'exploitation de moins de douze mois au cours de cette période, le montant annuel est reconstitué proportionnellement en fonction de la durée effective d'exploitation et du chiffre d'affaires réalisé pendant la période d'exploitation.

En cas de création, le chiffre d'affaires à déclarer à la souscription du contrat est le chiffre d'affaires prévisionnel de la première année d'exploitation.

C.A.

Lorsqu'une garantie se réfère au chiffre d'affaires, il s'agit du dernier chiffre d'affaires annuel déclaré et ayant servi de base au calcul d'une cotisation.

CODE DES ASSURANCES

Le Code des Assurances comprend l'ensemble des lois et des règlements qui régissent les sociétés d'assurances, et plus précisément les droits et obligations respectifs de l'Assuré et de l'Assureur.

CONDUITES NON SOUTERRAINES

Canalisations de circulation des eaux incorporées dans les locaux assurés (sol des locaux assurés compris).

COTISATION

Somme due par l'assuré en contrepartie des garanties que nous vous assurons.

DÉCHÉANCE

Perte de votre droit à indemnisation à la suite d'un sinistre déterminé, le contrat d'assurance continuant à conserver ses effets pour l'avenir. La déchéance est la conséquence du non-respect de la part de l'assuré de certaines dispositions du contrat ou du Code des Assurances.

DÉPENDANCES ET ANNEXES

Tout local tel que cave, grenier, remise, garage, pièce d'habitation dont l'adresse est précisée aux Conditions Particulières et dont vous pourrez justifier qu'ils sont utilisés pour l'exploitation professionnelle, sans communication intérieure directe et privée avec votre pharmacie, c'est-à-dire lorsque le passage de l'un à l'autre ne peut s'effectuer sans sortir de l'immeuble ni emprunter des parties communes.

DÉLÉGATIONS DE PAIEMENT

Tout document vous permettant d'obtenir d'un tiers le règlement de prestations (exemples : tiers-payant, aide médicale gratuite).

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES IMMATÉRIELS

Tout préjudice pécuniaire ou perte de bénéfices consistant dans la privation de jouissance d'un droit, l'interruption d'un service rendu par une personne, un bien meuble ou immeuble, et consécutif à un dommage matériel garanti.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute destruction, détérioration d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

ÉCHÉANCE DES COTISATIONS

On distingue :

- L'échéance annuelle, date à laquelle le souscripteur doit payer sa cotisation.
- Les échéances intermédiaires, dates de paiement des échéances de la cotisation en cas de paiement fractionné.

EMBELLISSEMENTS / AMENAGEMENTS/AGENCEMENTS

Ce sont toutes les installations non spécifiques à une officine et qui vous appartiennent, que vous soyez propriétaire ou non des locaux, tels que les peintures, boiseries, revêtements collés sur les murs, sols et plafonds, ainsi que les agencements qui ne peuvent être détachés de l'immeuble sans les endommager ou détériorer leur support, et les installations fixes d'alarme qui équipent les locaux professionnels assurés.

ENSEMBLE COMMERCIAL

Ensemble de fonds de commerce situés dans un même bâtiment et sous un même toit :

- soit en communication directe, ou reliés par une galerie ou par un passage couvert,
- soit s'ils sont simplement contigus et qu'ils occupent plus de la moitié du bâtiment.

EXCLUSION

Événement qui, par convention, est en dehors des limites de la garantie. Les dommages qui en résultent ne donnent pas droit à indemnité.

EXPLOSION/IMPLOSION

Action subite et violente de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeur.

FRAIS DE RÉPARATION

Frais nécessaires à la remise en état d'un élément endommagé, constitués par le coût normal de cette remise en état, appréciés au jour du sinistre et comprenant exclusivement le coût des pièces et fournitures, les frais de transport du réparateur le plus proche au tarif le plus réduit, les frais de main d'œuvre sur la base de salaires en heures normales, et, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes non récupérables.

Ne sont compris dans ces frais, ni les frais de déblaiement et d'enlèvement, ni les frais supplémentaires de quelque nature qu'ils soient, tels que ceux dus à des modifications, perfectionnements ou révisions effectués à l'occasion d'un sinistre.

FRANCHISE

Somme restant par convention à votre charge en cas de sinistre. Cette franchise est déduite de l'indemnité déterminée en fonction des dispositions du contrat (ou de la loi) et compte tenu, éventuellement, des limites de garantie qu'il comporte.

GARANTIE

L'engagement que nous prenons de couvrir un risque.

HEURES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE

On entend par heures d'ouverture : la période de la journée pendant laquelle la pharmacie est ouverte au public (y compris la pause de midi, si la pharmacie est fermée au public et les heures durant lesquelles la pharmacie assure une garde à volet ouvert). Le reste du temps représente les heures de fermeture.

INCENDIE

Action du feu détruisant les biens assurés en dehors d'un foyer normal.

Les dégâts causés par l'action du feu dans le foyer d'une cheminée ou d'une chaudière, par exemple, ne sont pas considérés comme un incendie.

INDEMNITÉ PRINCIPALE

Somme qui vous est allouée à la suite d'un sinistre pris en charge, au titre des dommages garantis ; non compris les frais accessoires éventuels et les frais consécutifs.

INDICE

Indice du prix de la construction publié chaque trimestre par la Fédération Française du Bâtiment (FFB) et destiné à actualiser les garanties, franchises et cotisations du contrat. On distingue :

- l'indice de base : valeur de l'indice lors de la souscription du contrat, indiquée sur les Conditions Particulières du contrat.
- l'indice d'échéance : valeur de l'indice à l'échéance considérée, portée sur l'avis d'échéance. La valeur retenue pour l'indice (de base et d'échéance) est celle correspondant au dernier indice publié par la FFB.

Nota : si une nouvelle valeur de l'indice n'était pas publiée dans les quatre mois suivant la publication de la valeur précédente, elle serait remplacée par une valeur établie dans le plus bref délai par un expert désigné par le Président du Tribunal de Paris à notre requête et à nos frais.

LOCAUX PROFESSIONNELS

Ensemble des locaux affectés exclusivement à l'exploitation de votre pharmacie et des activités annexes qui y sont rattachées. Les adresses des locaux si elles sont différentes, doivent toutes figurer aux conditions particulières.

Les locaux professionnels comprennent également les pièces normalement destinées à l'habitation qui serviraient de bureau, de réserves ou de salle de repos à condition que l'habitation soit située à la même adresse que celle de la surface de vente ou dans un rayon de 50 mètres.

Les locaux inutilisés ou ceux qui seraient utilisés régulièrement ou occasionnellement comme logement de fonction ou logement privé, ne peuvent être garantis que par un contrat séparé. En tout état de cause, une assurance habitation reste nécessaire même si une partie du logement est affectée à l'activité professionnelle.

LOCAUX PROFESSIONNELS PRINCIPAUX

Ensemble des locaux professionnels autre que les dépendances et les annexes, et qui sont contigus à l'espace de vente.

MARCHANDISES :

Les marchandises commercialisées dans votre officine : médicaments, matériel médical et orthopédique, produits et stocks nécessaires à l'exploitation de votre établissement.

MATÉRIAUX DURS

- En construction : pierres, briques, moellons, métaux, parpaings, fer, béton de ciment, pisé de ciment, mâchefer, verre, polycarbonate, métal.
- En couverture : tuiles, ardoises, polycarbonate, métaux, vitrages, béton et fibrociment, bardeaux d'asphalte (shingles).

MATÉRIAUX LÉGERS

Matériaux autres que les matériaux durs énumérés ci-dessus.

MATERIELS & MOBILIERS PROFESSIONNELS

Ce sont les matériels et le mobilier utilisés pour les besoins de l'officine y compris les enseignes lumineuses ou non, les croix ainsi que le matériel informatique et leurs supports informatiques (disquettes, bandes magnétiques, cartes), les installations intérieures et extérieures de climatisation, les installations d'alarme.

MOBILIER PERSONNEL

Ce sont le mobilier, les objets à usage personnel, ainsi que les vêtements contenus dans la chambre de garde.

NOUS

Pour les garanties autres que celles des Titre 5 & 6 : la MADP.

Pour la garantie ASSISTANCE (Titre 5) la Société d'Assurance dont le nom et les coordonnées sont indiqués aux Conditions Particulières.

OBJETS PRÉCIEUX

Nous entendons par « objets précieux » : les bijoux, fourrures, objets en métaux précieux, argenterie. D'une façon générale, est considéré comme « objet précieux » tout objet à usage non professionnel ou tout ensemble ou collection dont la valeur unitaire excède 9.000 euros.

OBJETS DE VALEUR

Nous entendons par « objets de valeurs » : objets d'art, tableaux, meubles anciens. D'une façon générale, est considéré comme « objet de valeur » tout objet à usage non professionnel ou tout ensemble ou collection dont la valeur globale excède 9.000 euros.

Ne sont pas garantis dans le cadre du présent contrat : les dommages aux collections de timbres, aux collections numismatiques et aux manuscrits.

PARKING

Place délimitée par un marquage au sol.

PERTE DE LOYERS

Loyers dont un propriétaire peut se trouver privé à la suite d'un sinistre.

PERTE D'USAGE DES LOCAUX (Privation de jouissance)

Impossibilité pour l'occupant d'utiliser temporairement tout ou partie des locaux dont il a l'usage, à la suite d'un sinistre garanti.

PRENEUR D'ASSURANCE (également dénommé SOUSCRIPTEUR)

Personne physique ou morale qui a demandé l'établissement du contrat, l'a signé et s'est engagée au paiement des cotisations, ou qui bénéficie du contrat en étant devenue propriétaire de la pharmacie assurée.

PRÉPOSÉ

Tout collaborateur (salarié ou non) et tout stagiaire pendant l'exercice de leurs fonctions.

RECETTES PROFESSIONNELLES

Espèces, chèques, délégation de paiement.

SAUVETAGE

Valeur des débris et pièces encore utilisables déterminée à dire d'expert, au jour et lieu du sinistre.

SINISTRE

Pour les risques autres que de Responsabilité Civile : Ensemble de dommages résultant d'un même évènement garanti. Pour les risques de Responsabilité Civile : Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique/le même évènement est assimilé à un fait dommageable unique.

TIERS

Toute personne autre que :

- l'assuré, son conjoint non divorcé et non séparé de corps ou son concubin,
- ses ascendants et descendants, s'ils vivent sous le même toit,
- ses collatéraux et leurs conjoints, s'ils vivent sous le même toit, en ce qui concerne les dommages matériels qu'ils peuvent subir,
- ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, sont considérés comme tiers en ce qui concerne le recours qu'un organisme légal et obligatoire d'assurance accident-maladie (Sécurité Sociale, régime des T.N.S, etc.) serait amené à exercer contre vous en cas d'accident :

- votre conjoint, vos ascendants et descendants lorsque leur immatriculation à cet organisme ne dépend pas de leur parenté avec vous,
- vos préposés en cas d'accident causé par une faute intentionnelle d'un autre préposé pendant son service.

VIOLENCE

Ensemble des actes portant atteinte à l'intégrité physique d'un individu.

VALEUR D'UN BIEN

Valeur économique : valeur de remplacement à l'identique (mêmes fonctions et performances), de reconstitution ou de reconstruction d'un bien sinistré, vétusté déduite.

Vétusté : dépréciation de la valeur d'un bien, causée par l'usage et le temps.

Valeur à neuf : valeur de remplacement à l'identique (mêmes fonctions et performances), de reconstitution ou de reconstruction d'un bien sinistré.

VOUS

Le preneur d'assurance ou toute personne à qui la qualité d'assuré pourra être attribuée par le contrat.

2. TITRE 1 – L'ASSURANCE DE VOTRE OFFICINE ET DE SON CONTENU

2.1 - Biens assurés (désignés aux Conditions Particulières)

2.1.1 - Officine

- Les bâtiments ;
- Les dépendances et annexes ;
- Les clôtures et murs d'enceinte et portails ;
- Le parking et ses équipements ;
- Les embellissements/ aménagements/agencements.

Nous ne garantissons pas :

- **Les bâtiments en cours de construction ou de démolition, sauf si mention en est faite aux Conditions Particulières ;**
- **Le terrain et les plantations.**

2.1.2 - Contenu professionnel

Il s'agit des biens cités ci-après, contenus à l'intérieur des locaux assurés, qui vous appartiennent ou vous sont confiés.

- Le matériel et le mobilier professionnels ;
- Le mobilier personnel ;
- Les marchandises ;
- Les agencements et aménagements ;
- Les objets précieux vous appartenant, ou ceux de vos pharmaciens adjoints et/ou remplaçants exclusivement pendant les heures d'ouverture situés dans les locaux professionnels principaux ;
- Les objets de valeur vous appartenant ou ceux de vos pharmaciens adjoints et/ou remplaçants, pendant les heures d'ouverture et de fermeture situés dans les locaux professionnels principaux ;
- Les vêtements et objets appartenant aux préposés, enfermés dans les locaux professionnels principaux ;
- Les recettes professionnelles ;
- Les délégations de paiement ;
- Les archives ;
- Les distributeurs automatiques de préservatifs et/ou de médicaments situés à l'extérieur de l'officine, les défibrillateurs.

2.1.3 - Assistance

Si vos locaux professionnels sont frappés par un sinistre (cambriolage, bris de glace, incendie, tempête, maladie d'un enfant, etc...) vous avez la possibilité de disposer d'un ensemble de personnes et services afin de vous venir en aide.

Ces prestations sont mises en œuvre par EUROP ASSISTANCE, Société Anonyme au capital de 23 610 857 euros, Entreprise régie par le Code des Assurances, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 451 366 405, sise 1 promenade de la Bonnette 92 230 Gennevilliers.

EUROP Assistance peut être mise en œuvre de jour comme de nuit, sur tout le territoire français, en vous en vous référant à ce contrat et à votre qualité de sociétaire et sous réserve d'un appel préalable au numéro suivant : 01 41 85 90 50.

2.2 - Evénements garantis

2.2.1 - Incendie et / ou événements assimilés sauf catastrophes naturelles

2.2.1.1 - Nous garantissons :

dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat tous les dommages matériels résultant :

1. **D'un incendie** c'est-à-dire une combustion avec flamme en dehors d'un foyer normal ;
2. **De fumées** ou de vapeurs corrosives consécutives à un incendie ou un début d'incendie susceptible ou non de dégénérer en incendie véritable ;
3. **De la chute de la foudre** ;
4. **D'une explosion** ou implosion de toute nature c'est-à-dire une action subite et violente de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeurs corrosives ;
5. **De l'action de l'électricité** atmosphérique ou canalisée sur les installations d'alimentation électriques et les canalisations électriques ;
6. **De l'excès de chaleur** sans embrasement. Nous remboursons les dommages matériels occasionnés par l'action subite de la chaleur avec ou sans contact direct et immédiat du feu ou d'une substance incandescente, même s'il n'y a eu ni incendie, ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable (contact d'un appareil de chauffage ou d'éclairage) ;
7. **De la chute ou du choc** de tout ou partie d'un appareil de navigation aérienne, d'un engin spatial ou d'objets tombant de ceux-ci, ainsi que les dommages causés par le franchissement du mur du son par un avion ;
8. **Du choc** de véhicule terrestre dès lors que l'assuré ou l'un de ses préposés n'est ni gardien, ni conducteur de ce véhicule. Si le véhicule est non-identifié, la garantie est subordonnée à la production d'un récépissé de la plainte déposée devant la police ou la gendarmerie.
9. **De l'effondrement** total ou partiel de votre officine, résultant d'un affaissement ou d'un glissement de terrain accidentel, sauf si cet événement est qualifié de "catastrophe naturelle" par arrêté interministériel en application de la loi du 13 juillet 1982 (les dommages seront pris en charge au titre de la garantie « Catastrophes Naturelles »),
10. **Les opérations de secours et mesures de sauvetage** consécutives à l'un des événements garantis ci-dessus.

2.2.1.2 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS (outre les exclusions communes de l'article 10) :

- les dommages causés aux objets assurés, autres que ceux d'incendie ou d'explosion, provenant d'un vice propre de ces objets, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou de leur oxydation lente ;
- les dommages, y compris ceux de surtension dus à la foudre, subis par les appareils électriques et électroniques autres que les canalisations électriques, sauf s'ils sont la conséquence d'un incendie ou d'une explosion dont l'origine est extérieure à l'appareil (ces dommages sont pris en charge au titre de la garantie « Bris de matériel ») ;
- les dommages d'explosion ayant pris naissance à l'intérieur de compresseurs, moteurs (pris en charge au titre de la garantie « Bris de matériel ») ;
- les dommages et aggravation de dommages résultant de la détention et du stockage d'obus d'oxygène timbrés non conforme à la réglementation en vigueur ;
- les dommages causés par les fumeurs (brûlures de cigarette) ;
- les dommages provoqués par un défaut de construction ou de conception connus de vous au moment de la souscription du contrat ;
- l'effondrement résultant d'un affaissement ou d'un glissement de terrain progressif.

2.2.2 - Tempête, ouragan, grêle, poids de la neige, avalanches

2.2.2.1 - Nous garantissons :

dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat les dommages matériels causés aux biens assurés par l'action directe :

- du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent, lorsque la vitesse du vent est supérieure à 100km/h ;
- de la grêle sur les toitures et façades ;
- du poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures ;
- des avalanches ;
- les dommages de mouille causés par la pluie, la neige ou la grêle survenus dans les 48 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subi les premiers dégâts ;
- l'ensemble des antennes et paraboles extérieures aux bâtiments assurés, les volets, les persiennes ;
- les frais d'égouttage et déblaiement des arbres et plantations tombés sur les bâtiments assurés ou lorsque leur chute empêche l'accès à ces bâtiments ;
- les dommages aux clôtures de toute nature, aux stores, aux enseignes et panneaux publicitaires, aux panneaux solaires, aux installations de climatisations extérieures, au fils et leurs supports ;
- les dommages aux éléments ou parties vitrées de construction et de couverture (tels que vitres, vitrages, vitraux, glaces, châssis, vérandas, marquises, serres).

Lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent, brisent ou endommagent un certain nombre de bâtiments de bonne construction, d'arbres, etc., dans un rayon de cinq kilomètres autour du risque assuré.

A titre de complément de preuve, nous pourrions vous demander une attestation de la station météorologique la plus proche (vitesse supérieure à 100 km/h dans le cas du vent).

2.2.2.2 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS (outre les exclusions communes de l'article 10) :

- les dommages occasionnés directement ou indirectement, même en cas d'orage, par les eaux de ruissellement, le refoulement des égouts, les débordements des cours d'eau et, d'une manière générale, par la mer et les plans d'eau naturels ou artificiels (pris en charge au titre des garanties « Dégâts des Eaux » ou « Catastrophes Naturelles ») ;
- les bâtiments :
 - non entièrement clos,
 - clos au moyen de bâches,
 - dont la construction ou la couverture comporte des plaques de toute nature non tirefonnées ;
- le matériel, les marchandises, le mobilier personnel, les objets, les animaux ou les récoltes, se trouvant en plein air, les arbres et les plantations ;
- les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts, et à leur contenu ;
- les dommages occasionnés par le vent aux constructions dont les éléments porteurs ne sont pas ancrés selon les règles de l'art dans des fondations, des soubassements, ou dés de maçonnerie, ainsi que les dommages au contenu de telles constructions ;
- les dommages occasionnés par un événement dont la couverture relève de la garantie « Catastrophes Naturelles ».
- les dommages résultant d'un défaut de réparation ou d'entretien indispensables incombant à l'assuré (tant avant qu'après le sinistre) sauf en cas de force majeure.

2.2.3 - Attentats, actes de terrorisme, actes de sabotage, émeutes, mouvements populaires

2.2.3.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat et en application de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 et de l'article L.126-2 du Code des Assurances, les dommages matériels résultant directement de ces événements commis sur le territoire national ainsi que des mesures prises par les représentants de l'ordre à cette occasion.

En cas de sinistre, vous (ou toute autre personne si les biens assurés sont sous sa garde) devez accomplir, dans les délais réglementaires, auprès des autorités compétentes, les démarches relatives à l'indemnisation prévue par la législation en vigueur.

L'indemnité ne sera versée qu'au vu des récépissés et contre délégation à notre profit.

2.2.3.2 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS les dommages qui résultent :

- **de guerre étrangère,**
- **de guerre civile, révolution, mutinerie militaire,**
- **d'actes de sabotage et de terrorisme commis dans le cadre d'actions concertées.**
- **de bombage, graffitis, tags, affichages.**

2.2.4 - Dégâts des eaux et autres liquides

2.2.4.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du contrat les dommages matériels causés à l'intérieur des locaux professionnels par :

- Les fuites et débordements accidentels, provenant :
des chéneaux et des gouttières,
des conduites d'évacuation des eaux pluviales, ménagères et de vidange,
des conduites non enterrées d'adduction et de distribution d'eau chaude ou froide,
des installations de chauffage central (sauf en ce qui concerne les canalisations enterrées)
- Les infiltrations au travers des toitures, des ciels vitrés, des terrasses et balcons, provoquées par la pluie, la neige ou la grêle ;
- Les infiltrations par les joints d'étanchéité aux pourtours des installations sanitaires et au travers des carrelages ;
- Les recherches de fuite destructives et non destructives dans le cadre d'un dégât des eaux, c'est-à-dire les frais de remise en état de biens immobiliers, occasionnés par la recherche des fuites à la suite d'un dégât des eaux dont la responsabilité vous incomberait ;
- Les entrées d'eau provenant de refoulements d'égouts, des canalisations souterraines, les eaux de ruissellement des cours, jardins, voies publiques et privées ;
- Les effets du gel sur les conduites, installations de chauffage, y compris les chaudières et appareils à effet d'eau situés à l'intérieur de vos locaux ;
- Le débordement ou le renversement de récipient de toute nature situé à l'intérieur des locaux ;

- L'écoulement de combustibles liquides résultant de fuite ;
- Rupture accidentelle de canalisation d'alimentation,
- Les fuites et débordements accidentels provenant des canalisations enterrées ou murales après compteur,
- Les dommages résultant d'infiltrations à travers les murs et façades extérieurs. Dès la constatation de l'origine du sinistre et pour ce type d'évènement, la garantie sera suspendue pour tout sinistre ultérieur survenu en l'absence des travaux nécessaires à l'étanchéité des murs extérieurs et façades à l'origine du sinistre.
- Les déclenchements intempestifs ou les fuites accidentelles de sprinklers et de leurs installations,
- La surconsommation d'eau (perte d'eau) consécutive à une fuite sur des canalisations d'eau enterrées ou murales dès lors que la fuite intervient en dehors du domaine public et au sein du domaine privé après le compteur général.

2.2.4.2 - Mesures de prévention

La garantie « Dégâts des Eaux » couvre exclusivement les DOMMAGES ACCIDENTELS.

Vous devez respecter certaines mesures de sécurité et de prévention pour bénéficier pleinement de cette garantie, c'est-à-dire :

- Maintenir en bon état d'entretien les toitures, les canalisations et les appareils à effet d'eau dont vous avez la charge ;
- Surélever à au moins 10 cm du sol le matériel le mobilier et les marchandises entreposés dans les locaux principaux ainsi que dans les locaux utilisés comme réserve ;
- Pendant la période de gel, les locaux doivent rester suffisamment chauffés pour maintenir les installations hors gel.

À défaut, vous devez :

Vidanger les installations de chauffage central, non pourvues d'antigel en quantité suffisante,

Arrêter la distribution d'eau et vidanger les conduites et les réservoirs,

En toute période, fermer l'arrivée d'eau lorsque les locaux sont inoccupés plus de trois jours consécutifs lorsque l'installation est sous votre contrôle.

Sauf cas de force majeure, si vous n'appliquez pas ces mesures de prévention et qu'un sinistre survient ou est aggravé de ce fait, vous conserverez à votre charge 50% des dommages.

2.2.4.3 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS (outre les exclusions communes de l'article 10) :

- les dommages dus à l'humidité ou à la condensation lorsqu'elles ne résultent pas de la rupture ou de la fuite d'une canalisation ou d'un appareil à effet d'eau ;
- les frais de dégorgement, de réparation, de remplacement des conduites, robinets et appareils à effet d'eau, sauf si le dommage résulte du gel ;
- la réparation de la façade ou de l'étanchéité du bâtiment ;
- d) les dommages causés par les champignons (mérules....) et le traitement des locaux en cas de proliférations de champignons ;
- la réparation des toitures, ciels vitrés, terrasses, et balcons, sauf si le dommage résulte d'une recherche de fuite ;
- les dommages occasionnés par un événement dont la couverture relève de la garantie « Incendie » ou « Catastrophes Naturelles » ;

- les canalisations enterrées extérieures au bâtiment ;
- h) les dommages résultant d'un défaut d'entretien et de réparation qui vous incombe, d'installations provisoires ou de fortune.

2.2.5 - Catastrophes Naturelles

Cette garantie découle de la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, consolidée au 1er mai 2008.

2.2.5.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et dispositions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

2.2.5.2 - Mise en œuvre de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

2.2.5.3 - Franchise

Nonobstant toute disposition contraire, vous conservez à votre charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il est interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constituée par la franchise.

Pour les biens à usage professionnel, le montant de la franchise est égal à 10% du montant de dommages matériels directs non assurables subis par l'assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum de 1.140,00 euros, sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ou à la réhydratation brutale des sols, pour lesquels ce minimum est fixé à 3.050,00 euros.

En ce qui concerne les pertes d'exploitation, vous conservez à votre charge une partie de l'indemnité due après sinistre correspondant à une interruption ou à une réduction de l'activité de l'Officine pendant trois jours ouvrés, avec un minimum de 1.140,00 euros.

Dans tous les cas, c'est la franchise éventuellement prévue par le contrat qui sera appliquée, si elle est supérieure au montant indiqué ci-dessus.

Dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet d'un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, la franchise est modulée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des cinq années précédant la date de la nouvelle constatation, selon les modalités suivantes :

- première et deuxième constatation : application de la franchise ;
- troisième constatation : doublement de la franchise applicable ;
- quatrième constatation : triplement de la franchise applicable ;
- cinquième constatation et constatations suivantes : quadruplement de la franchise applicable.

Les dispositions de l'alinéa précédent cessent de s'appliquer à compter de la prescription d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet de la constatation de l'état de catastrophe naturelle dans la commune concernée. Elles reprennent leurs effets en l'absence d'approbation du plan précité dans le délai de quatre ans à compter de la date de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques naturels.

2.2.5.4 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS (outre les exclusions communes de l'Article 10) :

- **Les biens assurés construits sur des terrains classés comme inconstructibles par un plan d'exposition aux risques naturels prévisibles, à l'exception toutefois des biens existants antérieurement à la publication de ce plan (article L125-6 du Code des Assurances) ;**
- **Les biens immobiliers construits en violation des règles administratives en vigueur lors de leur mise en place et tendant à prévenir des dommages causés par une catastrophe naturelle (article L125-6 du Code des Assurances).**

2.2.6 - Vol, agressions, actes de vandalisme

2.2.6.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat les dommages aux biens assurés résultant :

- 1) de vols ou tentatives de vols à l'intérieur de vos locaux professionnels, dans l'une des circonstances suivantes :
par effraction ou par escalade des locaux assurés, ayant laissé des traces apparentes ;
avec violences ou menaces sur toute personne présente dans l'officine (ex. agression à main armée) ;
Usage de fausses clés ;
Introduction clandestine ou maintien clandestin dans les locaux après la fermeture.

- 2) d'actes de vandalisme commis sur les parties extérieures ou intérieures de vos locaux professionnels (y compris l'installation d'alarme, les plaques professionnelles et les installations extérieures de climatisation qu'elles soient fixes ou mobiles),

- 3) Les tags et graffitis commis sur les façades et vitrines des officines.

2.2.6.2 - Nous garantissons aussi :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, dans les circonstances précisées à l'article 2.2.6.1 :

- 1) Le vol des objets qui vous appartiennent, ou à vos pharmaciens-assistants, pendant les heures d'ouverture et seulement dans les locaux professionnels principaux ;
- 2) Le vol des objets de valeur pendant les heures d'ouverture et de fermeture de l'officine dans les locaux professionnels principaux ;
- 3) Le remboursement des frais de gardiennage et/ou de clôture provisoire des locaux, engagés à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol, sauf s'ils sont pris en charge au titre de la garantie « Bris de Glaces »,
- 4) Le vol des vêtements et objets appartenant aux préposés, pendant les heures d'ouverture de l'officine,
- 5) Le vol des marchandises exposées dans les vitrines de devanture commis sans effraction par écartement des glaces jointives ;
- 6) Les dommages subis par les distributeurs de toute nature, les défibrillateurs situés dans l'officine ou à proximité de l'officine, outre les parties vitrées garanties au titre de l'Article 2.7, à l'exclusion du contenu et des espèces.

2.2.6.3 - Cas particulier des recettes professionnelles

2.2.6.3.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, à l'extérieur de votre officine :

1) Le vols des espèces dans votre résidence principale, à condition que :

- nous garantissons, par contrat séparé, le vol dans votre résidence principale,
- que le vol soit commis pendant une période de fermeture des locaux professionnels,
- que ce vol nous conduise à vous indemniser au titre de ce contrat séparé.

Lorsque ces conditions sont réunies, le montant garanti ne peut dépasser les montants visés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat y compris, en cas d'utilisation dans votre résidence principale d'un coffre-fort.

Dans les conditions précitées, nous garantissons également le vol des espèces professionnelles commis par violence ou menace sur toutes les personnes présentes dans l'habitation (home-jacking).

2) Au cours du transport de fonds de votre officine à la banque, au bureau de poste, à votre domicile, ou vice versa, nous couvrons le vol des recettes professionnelles sur la personne chargée de leur transport :

- Si elle est victime :
De violences ou menaces sur le porteur
D'un décès ou malaise soudain (syncope) non consécutif à une affection chronique.
- Si le vol est précédé ou suivi de meurtre, de tentative de meurtre, ou de violences dûment établies sur le porteur ; à condition que le porteur de fonds soit vous-même, un parent, un préposé ou un remplaçant.

2.2.6.3.2 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, en tout lieu :

- 1) Le vol des chèquiers professionnels et cartes de crédit professionnelles, c'est-à-dire les conséquences financières du vol de vos chèquiers et cartes de crédit professionnels, à l'exclusion des agios et frais d'opposition, à condition que vous effectuiez les formalités d'opposition dès que vous avez eu connaissance du vol ;
- 2) Les frais de remplacement des serrures, en cas de vol des clés de votre officine, à condition que vous ayez déposé une plainte ;
- 3) Les frais de location d'un matériel remplaçant pendant la durée nécessaire à la réparation du matériel endommagé ou à son remplacement.

2.2.6.4 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS (outre les exclusions communes de l'article 10) :

- les vols qui pourraient survenir si vous ne faites pas changer les serrures, en cas de vol ou de perte de clés de votre officine, dans un délai de 48 h à compter de la connaissance du vol ou de la perte ;
- les disparitions, destructions ou détériorations dont seraient auteurs ou complices les membres de votre famille ou vos préposés pendant leur service sauf si une plainte nominative est déposée à leur encontre et visés à l'article 311-12 du Code Pénal ;
- les vols, tentatives de vol ou acte de vandalisme commis sur les terrasses, les balcons, dans les jardins et dépendances non entièrement clos et couverts ;

- les conséquences des vols lorsque les locaux assurés, fermés au public, ne disposent pas des moyens de fermeture et de protection visés à l'article 2.6.5 ;
- les marchandises contenues dans les vitrines extérieures aux locaux renfermant les biens assurés ou s'ouvrant de l'extérieur ;
- le vol des objets précieux qui vous appartiennent, ou à vos pharmaciens-assistants et/ou remplaçants, ou à vos préposés, ou confiés par des tiers et enfermés dans les locaux assurés, pendant les heures de fermeture et lorsqu'ils sont entreposés dans les dépendances et annexes ;
- le vol des recettes professionnelles commis par le porteur ou avec sa complicité, lors des transports de fonds ;
- le vol et actes de vandalisme commis à l'aide des clés de l'officine si elles ont été déposées dans une boîte aux lettres ou dans toute autre cache extérieure sans protection ou résultant de l'absence de changement de serrure, en cas de vol ou de perte des clés.

2.2.6.5 - Mesures indispensables de fermeture et de prévention

2.2.6.5.1 - Les moyens de fermeture

- a. Les portes d'accès de l'officine (non utilisées par la clientèle) doivent être munies de deux points de fermeture obtenus par deux serrures dont une de sûreté ou par une serrure multipoints ;
- b. Les portes séparant l'officine assurée des locaux d'habitation sont considérés comme des portes d'accès non utilisées par la clientèle, et doivent, en conséquence, être munies des systèmes de fermeture décrits ci-dessus ;
- c. Les portes de devanture constituées par un panneau de produit verrier non encadré (sécurité ou équivalent) peuvent ne comporter qu'une serrure de sûreté, à condition qu'elles ne puissent être ouvertes par une simple manœuvre extérieure (qui consisterait par exemple à soulever la porte) ;
- d. Les fenêtres, portes fenêtres, impostes et autres parties vitrées facilement accessibles (à l'exclusion de la devanture) doivent être protégées par des volets ou des persiennes ou bien des barreaux ou des grilles métalliques ne laissant pas entre leurs éléments d'espace supérieur à 17 cm (12 cm recommandé). En cas de vol, ces moyens de protection sont considérés comme existants si les locaux sont protégés par une installation de télésurveillance, en fonction, installée et mise en service par une entreprise qualifiée pour laquelle a été souscrit un contrat d'entretien et de maintenance.

2.2.6.5.2 - Moyens de protection

Les parties vitrées (y compris celles des portes) autres que celles de la devanture extérieure, ainsi que les soupiraux, doivent être munis soit de barreaux de fer espacés au maximum de 17 cm, soit de volets ou de persiennes.

Les parties munies de vitrage anti effraction ne sont pas considérées comme vitrées.

En cas de vol, on considérera que les moyens de protection décrits ci-dessus existaient si les locaux sont protégés par une installation de Télésurveillance en fonction, installée et mise en service par une entreprise qualifiée, pour laquelle a été souscrit un contrat d'entretien et de maintenance en cours de validité, prévoyant au minimum une inspection annuelle.

Obligations d'utiliser ces moyens :

- a. Vous êtes tenu, pendant les heures de fermeture, de mettre en œuvre l'ensemble des moyens de fermeture et de protection dont votre officine est équipée.
- b. Durant les heures d'ouverture, y compris la pause déjeuner, en cas d'absence laissant votre officine vide de tout occupant, les portes doivent être fermées à clé, les fenêtres, portes fenêtres et autres issues bloquées.

En cas de non-respect des obligations décrites ci-dessus, vous garderez à votre charge 50 % des dommages. De plus, les espèces et les objets précieux ne seront pas garantis.

Inexistence des moyens de fermeture et de protection :

Les vols et actes de vandalisme commis en l'absence des moyens de protection et de fermeture visés à l'article 2.2.6.5 – 1 et 2 ne sont pas garantis. Toutefois, cette sanction n'est pas applicable si l'inexistence des moyens de protection et de fermeture a été sans influence sur la survenance du vol ou si l'assuré dispose d'un système d'alarme général, agréé APSAD, à la place des moyens de protection mécanique.

2.2.7 - Bris de glaces

2.2.7.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, le bris des glaces, c'est-à-dire :

- 1) Le bris accidentel des produits verriers (ou des produits en matière plastique remplissant les mêmes fonctions) des :
 - Glaces formant devanture,
 - glaces fixes ou mobiles, glaces coulissantes de vitrine constituant l'agencement intérieur,
 - vitrages et vitres,
 - portes en verre,
 - glaces séparatrices des balcons, les marquises, verrières et vérandas,
 - panneaux solaires installés en toiture des bâtiments assurés réservés à la production d'électricité à usage personnel et domestique,
 - enseignes lumineuses ou non y compris celles situées à proximité de votre officine.
- 2) Les frais de miroiterie, de transport, de pose et de dépose nécessités par le remplacement ou la réparation de l'objet brisé à l'exception des travaux concernant la remise en état ou la réparation des encadrements, enchâssements, soubassements, châssis ou peintures ;
- 3) Le bris des miroirs et tout mobilier constitué en tout ou partie de produit verrier (dessus de table, ou de bureau, paroi d'aquarium). Nous garantissons le remplacement des miroirs et glaces fixés au mur, détruits ou détériorés par suite d'un choc accidentel, sauf s'ils présentent un étamage en mauvais état ;
- 4) Aux inscriptions peintes, appliquées ou gravées sur les glaces, et autres façonnages (tels que des découpes ou trous dans les glaces) en bon état, qui seraient détruits ou détériorés en même temps que les objets assurés au titre de la garantie "Bris de glaces" ;
- 5) Nous remboursons également les frais de clôture provisoire ou de gardiennage, dans la mesure où le bris de glaces met en cause la protection de votre officine ;
- 6) Le bris des appareils sanitaires, les produits en matière plastique remplissant les mêmes fonctions
- 7) Le bris de glace des distributeurs extérieurs et défibrillateurs.

2.2.7.2 - Ce qui est exclu

NOUS NE GARANTISSONS PAS (autres les exclusions communes à l'article 10) :

- les dommages consécutifs au transport, à la pose ou dépose des glaces ;
- les dommages résultant de la vétusté ou du défaut d'entretien des encadrements, soubassements, moyens de fixation, ainsi que ceux résultant d'un vice de pose ou de construction des objets assurés ;

- les dommages survenus au cours de tous travaux sur les encadrements, agencements, soubassements ou châssis ;
- les pertes financières que le bris ou la réparation du bris pourrait causer, soit par l'interruption de l'exploitation, soit du fait de la durée exigée pour le remplacement du vitrage ;
- les dommages causés aux vitrages du mobilier personnel assuré (tablettes, dessus de table ou de bureau) ;
- les rayures (sauf les rayures profondes dues à un acte de vandalisme prises en charge au titre de l'article 2.6.1 – 2 & 3), ébréchures ou écailllements, la détérioration des argentures et peintures ; h) les dommages aux objets déposés sur le sol ;
- les dommages survenus au cours de tous travaux (sauf ceux de simple nettoyage) effectués sur les biens assurés, leurs encadrements, enchâssements, agencements ou au cours de leur pose, dépose et transport ainsi que les bris se produisant lorsqu'ils sont déposés ou entreposés ;
- l'entretien, le remplacement de tubes ou lettres brûlés ;
- le remplacement des lampes ou tubes interchangeableables et tous les produits consommables.

2.2.7.3 - Dispositions spéciales

Nous renonçons, sauf cas de malveillance ou de rixe, au recours que nous serions en droit d'exercer en cas de sinistre contre vos clients, responsables d'un bris de glace. Toutefois, si l'auteur du sinistre est assuré, nous pourrions exercer notre recours malgré notre renonciation, dans la mesure où l'assurance de votre client produira ses effets.

2.2.8 - Bris de matériel et de mobilier professionnels

2.2.8.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat :

1) Tous les dommages causés au matériel et au mobilier professionnels qui constituent l'équipement de l'officine y compris la signalétique (croix et enseignes) qui lui appartiennent ou sont mis à sa disposition par un contrat de leasing, en état normal d'entretien et de fonctionnement, en activité ou en repos. La garantie s'applique à la suite de bris, destruction, détériorations, dus :

- A des causes humaines :

La maladresse

La malveillances des tiers ou préposés.

- A des causes extérieures au matériel :

La chute du matériel, le choc de corps étranger

L'introduction de liquides.

- A des causes techniques :

L'action de l'électricité,

L'incendie et les explosions prenant naissance à l'intérieur du matériel,

La défaillance des appareils de protection, contrôle ou régulation,

Le vice ou défaut de construction.

2) Les frais de remplacement des supports d'information et de reconstitution des informations qui y sont portées, à partir des sauvegardes existantes, dans l'état antérieur au sinistre, à condition qu'une sauvegarde de ces informations et programmes de moins de 8 jours ait été faite.

Si la reconstitution n'est pas effectuée dans les trois mois suivant la date du sinistre, nous n'indemniserons que les frais exposés pour remplacer les supports perdus ou endommagés.

- 3) Les frais supplémentaires, inévitables et réellement exposés, en accord avec nous, pour compenser les conséquences de l'interruption totale ou partielle du fonctionnement des matériels assurés :
- frais de location de matériels de remplacement,
 - frais supplémentaires de sous-traitance, -
 - frais supplémentaires de main-d'œuvre, -
 - frais de transport accéléré.
 - frais visés à l'article 3.2.2.1.2

2.2.9 - Garanties spécifiques à l'officine

2.2.9.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants précisés au tableau synoptique des garanties du présent contrat, les dommages causés :

- 1) aux distributeurs de tous types, défibrillateurs (y compris le vol et le bris de glace) ;
 - 2) aux médicaments et autres produits devant être stockés en armoire frigorifique et réfrigérateur de moins de 10 ans, par suite d'un changement de température provoqué par :
- une défaillance mécanique du réfrigérateur,
 - un arrêt de courant électrique, à l'exception d'une interruption de fourniture due à une grève ou des ordres émanant d'un service public ou des autorités civiles ou militaires,
 - Le bris ou la destruction mécanique survenus accidentellement,
 - La contamination accidentelle des produits notamment suite au contact avec un liquide ou tout autre polluant.

En tout état de cause, vous devez, dès que le sinistre est survenu, prendre toute mesure nécessaire pour en limiter l'importance et sauvegarder les biens garantis, à défaut, l'indemnité sera réduite de 50%.

2.2.9.2 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSONS PAS (outre les exclusions communes de l'article 10) dans tous les cas :

- le matériel et le mobilier professionnels de plus de 15 ans d'âge ;
- les dommages occasionnés aux médicaments et autres produits stockés en armoire frigorifique et réfrigérateurs de plus de 10 ans d'âge ;
- les dommages entrant dans le cadre des engagements légaux ou contractuels du vendeur ;
- les dommages causés par l'usure, le défaut d'entretien ;
- les dommages régulièrement pris en charge dans un contrat d'entretien ou de maintenance ;
- les dommages dus à une utilisation non conforme aux prescriptions du constructeur ;
- les dommages résultant d'interventions effectuées par un non professionnel de la réparation des matériels concernés ;
- les dommages dont le fait générateur était connu avant la prise d'effet du contrat ;
- les rayures, les écailllements, les égratignures lorsqu'elles sont sans influence sur le fonctionnement du bien assuré
- les dommages dus aux erreurs dans la programmation ou les instructions données aux machines ; j) les dommages dus à un virus informatique ;
- les dommages dus à l'humidité ou à la condensation ;

- les dommages survenant au cours d'un transport ou d'un simple déplacement, en dehors des lieux indiqués aux conditions particulières ;
- les déchirures des fauteuils et des sièges ;
- les dommages causés aux éléments interchangeables (antennes de toute natures, lampes, tubes, valves, condensateurs, résistances, diodes et transistors de matériels électriques et électroniques) lorsqu'ils sont seuls endommagés ;
- toutes pertes indirectes, notamment privation de jouissance, pertes de bénéfices, chômage, indemnités de
- retard ;
- les données qui ne pourraient être reconstituées par suite de la disparition des informations de base nécessaires ;
- le remplacement des supports d'informations ainsi que les frais de reconstitution des fichiers, survenant à la suite d'un vice propre, de l'usure ;
- la perte d'informations due à la présence d'un champ magnétique (désaimantation).

2.2.10 - Autres dommages matériels

2.2.10.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisées au tableau synoptique de garanties du présent contrat :

- 1) Les pertes de marchandises rétrocédées à un confrère pour les événements couverts au titre du chapitre 2 : il s'agit de marchandises entreposées chez un confrère et qui vous appartiennent comptablement, ou en cours de transport.
- 2) Les pertes de chiffre d'affaires consécutive à une perte de données informatiques destinées à être télétransmises à un organisme « tiers payant » et/ou « mutuelle », suite à un événement garanti au titre du CHAPITRE 2 des présentes. Nous vous remboursons, à dire d'expert, la part du chiffre d'affaires correspondant à la perte des données non télétransmises.
- 3) Les dommages accidentels (y compris les taches et déchirures) aux objets et vêtements de votre personnel, occasionnés lors de leur activité professionnelle.
- 4) Votre matériel professionnel transporté dans une voiture ou un véhicule utilitaire endommagé à la suite d'un incendie ou d'une explosion, d'un accident de la circulation caractérisé ou d'un vol par effraction du véhicule.

Ne sont pas garantis :

- le vol dans les véhicules de 21 heures à 7 heures ;
- les pertes ou disparitions en l'absence de toute effraction ;
- les dommages survenant au cours de manutention, chargement et déchargement.

- 5) Les dommages causés au contenu de vos locaux professionnels par les insectes et les rongeurs, et, ce à l'exclusion des dommages pour lesquels aucun traitement n'a été effectué (exemple : dommages déjà causés par les termites, les capricornes etc...) ;
- 6) Les bris, destruction, détérioration de vos matériels professionnels et marchandises du fait d'une maladresse et/ou d'un fait accidentel ;
- 7) Les bris et vol de matériels loués par les patients, à l'exclusion de bris et vol de matériel loués aux cliniques, hôpitaux et autres professionnels.

Nous garantissons aussi tous les autres dommages matériels accidentels causés aux biens assurés.

A l'exclusion :

- de l'un des événements déjà garanti au titre du CHAPITRE 2 ÉVÉNEMENTS GARANTIS ;
- de l'une des exclusions définies aux présentes conditions générales ;

- **de dommages relevant d'assurances rendues obligatoires par des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur au jour du sinistre et, notamment, les « assurances construction » ;**
- **des disparitions inexplicables, des manquants à l'inventaire ;**
- **des dommages atteignant les produits et marchandises et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication ou de conception.**

2.3 - Frais et pertes garantis

- La perte d'usage des locaux :

Nous vous garantissons le versement d'une indemnité correspondant au préjudice que vous subissez lorsque vous vous trouvez temporairement dans l'impossibilité d'utiliser tout ou partie des locaux dont vous avez la jouissance.

L'indemnité est calculée en fonction de la valeur locative desdits locaux et proportionnellement au temps nécessaire à leur remise en état, à dire d'expert.

- La perte de loyer :

Si vous êtes propriétaire des locaux assurés et si vous en donnez une partie en location, le montant des loyers dont vous pouvez juridiquement vous trouver privé, pour le temps matériellement nécessaire, à dire d'expert, à la remise en état des locaux sinistrés.

- La perte pécuniaire (si vous êtes locataire) :

Correspondant aux frais que vous avez engagés pour réaliser les ménagements immobiliers ou mobiliers (y compris les installations privatives de chauffage ou de climatisation, ainsi que tous les revêtements de sol, de mur et de plafond) et qui sont devenus la propriété du bailleur, dans les cas où, après un sinistre, celui-ci refuse de renouveler le bail ou de reconstituer ces installations.

- Les frais de gardiennage et de clôture provisoire (frais de pose, dépose et transport)
- Les frais de location de matériel
- Les frais de déplacement, transport, garde-meubles, remplacement de tous les objets garantis, rendus indispensables par le sinistre pour effectuer les réparations nécessaires.
- Les frais occasionnés par les mesures de sauvetage afin d'éviter l'aggravation du sinistre.
- Les frais nécessités par une mise en état des lieux en conformité avec la législation et la réglementation en matière de construction en cas de reconstruction ou de réparation de l'immeuble.
- Les dommages causés aux Voiries et réseaux divers (VRD) :

dans la mesure où ils appartiennent à l'Assuré ou que leur réfection incombe à l'Assuré, l'assureur garantit les dommages d'incendie ou d'explosion ou de chocs de véhicules causés à la voirie et aux revêtements en dur des cours, des parkings et des abords (tels que pavage et enrobés) ainsi qu'aux réseaux souterrains, y compris les dommages causés par les pompiers.

- Les frais résultant de l'intervention des moyens de secours
- Les frais de démolition et de déblais nécessités par la remise en état des biens immobiliers sinistrés, ainsi que les frais exposés à la suite des mesures conservatoires imposées par décision administrative
- Les frais de reconstitution d'archives
- Le remboursement des honoraires de l'expert qui a procédé aux opérations d'expertise pour votre compte.

2.4 - Expertise

L'évaluation des dommages est fixée à l'amiable et d'un commun accord, suivant la valeur des biens au jour du sinistre. Nous pouvons désigner un expert pour évaluer le préjudice. En cas de désaccord, vous pouvez également vous faire assister par un expert. Si le désaccord persiste, les deux experts font appel à un troisième expert et tous trois opèrent en commun à la majorité des voix.

Chacun de nous paie les frais et honoraires de son expert et s'il y a lieu, la moitié de ceux du troisième. Les honoraires de votre expert pourront vous être remboursés, dans les limites de la garantie des frais et pertes.

2.5 - Modalités d'indemnisation

2.5.1 - Locaux professionnels

L'indemnité est chiffrée en valeur à neuf, si la reconstruction est effectuée, sauf impossibilité absolue, dans un délai de 2 ans à partir de la date du sinistre.

Dans le cas contraire, l'indemnité est calculée sur la base de la valeur économique, celle-ci ne pouvant excéder la valeur de vente au jour du sinistre des bâtiments augmentés des frais de démolition et de déblais, et déduction faite de la valeur du terrain nu.

La reconstruction doit, sauf impossibilité absolue, s'effectuer sur l'emplacement du bâtiment sinistré, sans qu'il soit apporté de modification importante à sa destination initiale. La différence entre l'indemnité en valeur à neuf et l'indemnité en valeur économique n'est payée qu'après reconstruction (sur justification de son exécution par la production de mémoires ou factures).

Si la reconstruction, sauf impossibilité absolue, s'effectue au-delà du délai de 2 ans, ou ailleurs que sur l'emplacement du bâtiment sinistré, ou s'il est apporté une modification importante à la destination de celui-ci, l'indemnisation est calculée sur la base de la valeur économique.

En ce qui concerne les bâtiments construits sur terrain d'autrui, l'indemnité, en cas de reconstruction entreprise sur les lieux loués dans un délai d'un an à partir du jour de la clôture de l'expertise, est versée au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

L'indemnisation est complétée dans la limite des montants de garanties prévus aux Conditions Particulières par :

- 1) Le remboursement de la cotisation « Dommage Ouvrage » que vous êtes obligatoirement amené à régler en cas de reconstruction du bâtiment sinistré ;
- 2) Les honoraires d'ingénierie, de contrôle technique, dont l'intervention serait nécessaire, à dire d'expert, à la reconstruction ou la réparation des biens sinistrés ;
- 3) Les frais et honoraires de l'architecte que vous avez choisi pour reconstruire vos locaux professionnels ;
- 4) Les frais de clôture provisoire et de gardiennage.

NOUS GARANTISSONS AUSSI dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, exclusivement pour les garanties INCENDIE, ATTENTAT et CATASTROPHES NATURELLES, les frais supplémentaires dus à une augmentation du coût de la construction, constatée entre le jour du sinistre et la date effective du début de la reconstruction, lorsque le retard ne vous incombe pas. Applicable.

2.5.2 - Contenu

2.5.2.1 - Dommages pris en charge au titre d'une garantie autre que bris de matériel

L'indemnisation est chiffrée en valeur à neuf (y compris les frais de transport, de taxes et de douane) sous réserve que le matériel ou le mobilier sinistré soit remplacé dans le délai de deux ans à partir de

la date du sinistre (l'assuré doit nous fournir la facture d'achat), par un matériel ayant les mêmes fonctions et performances que celui qui a été sinistré. Sinon, l'indemnisation s'effectue sur la base de la valeur économique.

L'indemnisation du linge, des effets et vêtements personnels intervient toujours sur la base de la valeur économique.

2.5.2.2 - Dommages pris en charge au titre de la garantie bris de matériel

2.5.2.2.1 - Sinistre total

- 1) Matériel et mobilier ayant au maximum 5 ans d'âge : l'indemnisation est calculée sur la base de la valeur de remplacement d'un matériel d'état et de rendement identique, au prix du neuf au jour du sinistre ;
- 2) Matériel et mobilier ayant plus de 5 ans d'âge : l'indemnisation s'effectue sur la base de la valeur de l'objet sinistré au jour du sinistre.
- 3) Cette valeur est déterminée par référence à la valeur de remplacement à l'identique avec application d'un taux de vétusté fixé comme suit :
 - pour le matériel sous maintenance : 0,5% par mois les trois premières années suivant la date de mise en service ; puis 1% par mois les années suivantes, sans que le taux puisse excéder 50%,
 - pour le matériel sans contrat de maintenance : 1% par mois sans que le taux puisse dépasser 50%,
 - concernant les signalétiques installées par votre prédécesseur, en cas d'absence de facture d'achat, nous procéderons à un abattement forfaitaire de 75 %.

2.5.2.2.2 - Sinistre partiel

L'indemnisation s'effectue sur la base des frais de remise en état comprenant les coûts de remplacement des pièces endommagées, les frais de transport, les frais de main d'œuvre, les frais de douane et de taxes, les frais de nettoyage, nécessités par la réparation, sans pouvoir excéder le montant de l'indemnisation prévu en cas de sinistre total.

2.5.2.3 - Indemnisation des marchandises

Les matières premières, les emballages, les approvisionnements de toute nature et les marchandises sont évalués au coût d'achat, calculés au dernier cours précédent le sinistre, y compris les frais de transport.

Vous pourrez bénéficier sur votre demande et après notre accord d'une avance de trésorerie pouvant aller jusqu'à 50% du montant des dommages matériels estimés par nos experts et pouvant donner lieu à indemnisation.

Cette somme, qui constitue un acompte sur l'indemnité définitive qui vous sera due, vous sera versée sous réserve que vous continuiez à exploiter votre officine après le sinistre.

3. TITRE 2 – LA PROTECTION FINANCIERE DE VOTRE OFFICINE

3.1 - Pertes consécutives à un dommage matériel atteignant votre officine

3.1.1 - Pertes d'exploitation

3.1.1.1 - Quelques définitions

Pour l'application de la garantie il faut entendre par :

Marge bénéficiaire brute la somme :

- Des frais généraux permanents c'est-à-dire les charges qui ne varient pas en fonction directe de l'activité de la pharmacie et qui, en conséquence continuent à être supportées par elle, malgré l'interruption totale ou partielle de l'exploitation,
- et du résultat net, c'est-à-dire la différence entre les produits et les charges d'exploitation (hors produits financiers et produits ou charges exceptionnels) avant déduction de l'impôt sur les bénéfices.

Période d'indemnisation :

La période comprise entre la date du sinistre et la date à laquelle la pharmacie a reconstitué intégralement ses locaux, ses moyens de production et son chiffre d'affaires tels qu'ils existaient avant le sinistre ou repris définitivement ses activités dans de nouveaux locaux. **Cette période ne peut excéder 24 mois.**

Frais supplémentaires d'exploitation :

Ce sont les frais exposés en accord avec nous, ou avec notre expert, pour éviter ou limiter durant la période d'indemnisation la réduction de chiffre d'affaires imputable au sinistre (Exemple : les frais de location d'un matériel remplacement, les frais de location et d'aménagement d'un local temporaire,...).

3.1.1.2 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat le paiement d'une indemnité correspondant à la perte de votre marge brute bénéficiaire et aux frais supplémentaires d'exploitation résultant, pendant la période d'indemnisation, soit de l'interruption, soit de la réduction des activités de votre officine, lorsque cette perte et ses frais sont la conséquence directe de dommages matériels déjà indemnisés au titre des garanties mentionnées ci-après :

- 1) Incendie et événements assimilés,
- 2) Tempête, grêle et poids de la neige sur les toitures,
- 3) Attentats, actes de terrorisme, actes de sabotage, émeutes, mouvements populaires (garantie et franchise en application de la loi n°2006-64 du 23 janvier 2006 et de l'article L.126-2 du Code des Assurances),
- 4) Dégâts des eaux,
- 5) Catastrophes naturelles (garantie et franchise en application de la Loi n°82-600 du 13 juillet 1982),
- 6) Vol, actes de vandalisme,
- 7) Bris de matériel,
- 8) Autres dommages accidentels visés au chapitre 2.2.10

Cette garantie vous est acquise, sous réserve de l'existence d'une assurance souscrite auprès de nous couvrant vos biens meubles et immeubles (ou vos responsabilités locatives) contre les événements prévus ci-dessus.

NOUS GARANTISSEONS AUSSI dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, les pertes d'exploitation consécutives aux événements énumérés au paragraphe précédent (3.1.1.2.), survenus :

- dans le voisinage de votre pharmacie et entraînant une interdiction d'accès aux locaux prise par les autorités compétentes et/ou un ralentissement de votre activité ;
- dans le centre commercial dans lequel votre officine est implantée, avec pour conséquence une baisse de fréquentation de ce centre,
- dans un établissement hospitalier public ou privé, une maison de retraite dans lequel vous exercez votre activité professionnelle au titre d'un contrat de collaboration signé avec l'établissement ou la maison précitée ;
- Au cas d'un empêchement total d'accès ou d'une interdiction d'accès aux locaux prise par les autorités compétentes consécutive à une fuite de gaz ou de produit chimique, à une rupture accidentelle de canalisation souterraine, à un effondrement ou menace imminente d'effondrement d'ouvrage lorsque ces événements surviennent, soit dans des bâtiments voisins, soit sur la voie publique, soit dans le bâtiment abritant vos locaux professionnels principaux,
- En cas d'interruption de fourniture de courant consécutive à un incendie, une explosion, une tempête ou un événement classé « Catastrophe Naturelle ». La période maximum d'indemnisation est de 15 jours pour toute interruption supérieure à 1 jour.

3.1.1.3 - Ce qui est exclu :

NOUS NE GARANTISSEONS PAS les interruptions d'exploitation, ni les réductions d'activité, résultant :

- d'un retard dans la remise en route provisoire ou définitive de l'exploitation dû au fait de l'assuré (retard lié à l'absence ou l'insuffisance de l'assurance couvrant les dommages directs à ses biens, retard découlant du délai mis à accomplir les formalités nécessaires, etc.) ;
- de grèves qui retarderaient la reprise normale de l'exploitation,
- des conséquences d'une épidémie ou d'une pandémie.

3.1.1.4 - Le montant de l'indemnité

Vous recevrez une indemnité couvrant :

- 1) La perte de marge brute bénéficiaire calculée en appliquant le pourcentage de marge brute à la réduction constatée du chiffre d'affaires. Cette réduction correspond à la différence entre le chiffre d'affaires en l'absence de sinistre (à dire d'expert) et celui effectivement réalisé pendant la période d'indemnisation.

Le pourcentage de marge brute et le chiffre d'affaires précité en l'absence de sinistre sont calculés à partir des écritures comptables et des résultats antérieurs, en tenant compte :

- de la tendance générale de l'évolution de votre officine,
- des facteurs extérieurs et intérieurs susceptibles d'avoir eu indépendamment de ce sinistre, une influence sur son activité et ses résultats

- 2) les frais supplémentaires d'exploitation éventuels. De l'indemnité ainsi déterminée seront retranchés les frais généraux permanents que vous cesseriez de supporter du fait du sinistre.

3) Les frais et honoraires de l'expert que vous aurez éventuellement choisi.

3.1.1.5 - Réinstallation dans d'autres lieux et cessation d'activité

Si, par suite d'un cas de force majeure, l'exploitation ne peut être remise en activité dans les lieux spécifiés aux Conditions Particulières, le montant de l'indemnité ne pourra excéder celle qui aurait été due, à dire d'expert, en cas de reprise dans les locaux indiqués aux Conditions Particulières.

Aucune indemnité ne sera due si l'exploitation assurée n'est pas remise en activité : cependant si la cessation d'activité est due à un cas de force majeure, une indemnité vous sera accordée en compensation des frais généraux permanents exposés jusqu'au moment où vous aurez eu connaissance de l'impossibilité de poursuivre l'exploitation.

3.1.2 - Perte de valeur vénale de votre officine

3.1.2.1 - Définition

La valeur vénale est la valeur marchande de l'ensemble des éléments incorporels de l'officine : droit au bail, pas-de-porte, clientèle, enseigne, à l'exclusion de tous éléments matériels tels que mobilier, matériel, marchandises.

3.1.2.2 - Nous garantissons

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat le paiement de l'une des deux indemnités ci-dessous par suite de la réalisation d'un des événements assurés au titre des garanties :

- incendie et/ou événements assimilés ;
- tempête, grêle et poids de la neige sur les toitures ;
- attentats, actes de terrorisme, actes de sabotage, émeutes, mouvements populaires (garantie et franchise en application de la loi n°2006-64 du 23 janvier 2006 et de l'article L.126-2 du Code des Assurances) ;
- dégâts des eaux ;
- catastrophes naturelles ;
- vol, vandalisme.

1) Une indemnité pour perte partielle de la valeur vénale de votre pharmacie lorsque le sinistre est à l'origine directe :

- D'une diminution définitive et permanente de votre clientèle causée par l'interruption de l'exploitation,
- D'une réduction de la superficie de vos locaux professionnels,
- De son transfert dans un autre lieu.

2) Une indemnité pour perte totale de la valeur vénale si à la suite du sinistre, vous êtes dans l'impossibilité absolue et définitive de continuer ou de reprendre votre activité professionnelle dans les locaux assurés où de la transférer dans d'autres locaux sans perdre la totalité de votre clientèle.

L'impossibilité absolue et définitive de continuer l'exploitation dans les locaux assurés résulte :

- si vous êtes locataire, de la résiliation du bail par votre propriétaire en application des articles 1732 et 1741 du Code Civil ou de son refus de remettre les lieux en état, bien que les réparations lui incombent,
- si vous êtes propriétaire, de l'impossibilité absolue de reconstruire le bâtiment à la condition que cette impossibilité ne provienne ni de votre volonté ni de votre fait.

3.1.2.3 - Comment serez-vous indemnisé ?

L'indemnité en cas de perte totale est égale à la valeur vénale du fonds avant sinistre.

L'indemnité en cas de perte partielle est égale à la différence entre l'indemnité prévue en cas de perte totale et la valeur vénale du fonds après sinistre.

La valeur vénale du fonds après sinistre est déterminée à partir du chiffre d'affaires réalisé au cours des 12 mois qui suivent la reprise normale de l'exploitation ou, si vous ou nous le décidons, à partir du chiffre d'affaires afférent aux 12 mois suivants.

La dépréciation de la valeur vénale est fixée d'un commun accord ou par expertise contradictoire.

3.1.2.4 - Ce qui est exclu :

Nous ne garantissons pas la perte de valeur vénale :

- Qui serait la conséquence de l'un des risques exclus au titre du présent contrat,
- en cas d'expropriation, de cessation d'affaires, de mise en chômage, de liquidation amiable ou judiciaire, de faillite, la garantie cessant sans aucun avis à compter du jour de l'application d'un de ces actes.

3.1.2.5 - Cumul d'indemnités

L'assurance des pertes consécutives à un dommage matériel atteignant votre officine ne saurait être une source de profits du fait du cumul de certaines indemnités que vous pourriez percevoir pour compenser tout ou partie de ces pertes. Le montant des indemnités qui vous seront versées sera obtenu en déduisant du montant des indemnités garanties en cas de perte d'exploitation ou perte de valeur vénale toute indemnité qui vous serait due :

- 1) Au titre d'une assurance chômage après incendie, explosion, accident ou dégâts des eaux ;
- 2) au titre d'une garantie de pertes indirectes, de privation de jouissance, de perte d'usage dans la mesure où cette indemnité ne vient pas combler une insuffisance de la garantie des dommages à vos biens ;
- 3) par un tiers, autre que le responsable du sinistre ou le propriétaire de vos locaux professionnels (exemple :
- 4) indemnité d'expropriation, d'éviction) sauf s'il s'agit d'une somme qui vous est allouée à titre de secours.

L'indemnité en cas de perte totale de la valeur vénale de l'officine ne peut se cumuler avec une indemnité pour perte d'exploitation ou perte partielle de valeur vénale.

3.1.2.6 - Dispositions spéciales en cas de transfert de la pharmacie dans d'autres locaux

Si au cours des deux années suivant le sinistre, après avoir été indemnisé de la perte totale de la valeur vénale de votre pharmacie, vous venez à exploiter directement, indirectement, en société, en association quelconque dans un rayon d'un kilomètre de la pharmacie assurée, une autre pharmacie, vous devrez nous rembourser tout ou partie de l'indemnité que vous aurez perçue.

Le montant de votre remboursement sera calculé :

- en déduisant de l'indemnité que vous aurez perçue la valeur du droit au bail et du pas de porte,
- puis en déduisant du solde ainsi obtenu, autant de vingt-quatrièmes de son montant qu'il s'est écoulé de mois entre votre indemnisation et votre réinstallation.

3.1.3 - Dispositions communes applicables à la perte d'exploitation et à la perte de valeur vénale

Pour être indemnisé selon les modalités précitées, vous vous engagez :

- 1) Si vous êtes locataire, à ne pas demander, ni accepter la résiliation du bail sans notre autorisation expresse;
- 2) Si vous continuez votre exploitation, à user de tous les moyens en votre pouvoir pour conserver votre clientèle et pour que la reprise de l'exploitation intervienne aussi rapidement que possible ;
- 3) A nous aviser, dès que vous en avez connaissance, de toute décision ou de tout acte émanant du propriétaire (ou du nu-propriétaire) faisant connaître son refus ou son impossibilité de reconstruire ou de remettre en état les locaux loués, son intention de mettre fin au bail en cours ;
- 4) A nous donner tout pouvoir de négocier amiablement ou judiciairement le renouvellement du bail avec le propriétaire, car nous nous en réservons le droit ;
- 5) A donner communication, dans tous les cas, et à toute époque, aux experts, de tous vos livres, documents comptables ou autres, pour leur permettre de déterminer les indemnités dues.

A défaut, nous aurions droit à une indemnité proportionnelle aux dommages que les retards ou manquements nous auraient causés.

3.1.4 - Dépréciation de votre officine suite à une erreur ou une faute professionnelle

Cette garantie est accordée exclusivement en complément de la garantie "Responsabilité Civile Professionnelle".

3.1.4.1 - Nous garantissons :

Dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, le paiement d'une indemnité en cas de dépréciation de la valeur vénale de l'officine lorsque cette dépréciation résulte à la fois :

- 1) d'une erreur ou d'une faute professionnelle ayant entraîné un dommage corporel engageant votre responsabilité, garanti par nous au titre de la garantie « Responsabilité Civile Professionnelle » ;
- 2) d'un scandale notoire découlant de cet accident corporel, que ce dernier ait ou non fait l'objet d'une instance judiciaire, civile ou pénale.

Cette assurance est accordée sous réserve que :

- nous ayons pris en charge le dommage au titre de la garantie « Responsabilité Civile Professionnelle » ;
- la dépréciation de la valeur du fonds ne résulte pas de la perte de clientèle consécutive à la rupture d'un contrat écrit ou tacite avec une clinique ou tout autre établissement, pour quelque raison que ce soit.

3.1.4.2 - Comment serez-vous indemnisé ?

La dépréciation est fixée à dire d'experts, par comparaison entre le chiffre d'affaires commençant un an avant la date de dépréciation et le chiffre d'affaires de la période d'un an qui suit cette date.

L'expert déterminera dans un second temps, la perte de valeur du fonds directement imputable au sinistre, seul et unique objet de la garantie d'assurance, qui sera versée à l'assuré.

Toutes autres causes de la dépréciation de la valeur du fonds étant neutralisées par ailleurs.

3.1.4.3 - Extensions de garantie

NOUS GARANTISSONS AUSSI dans la limite des montants indiqués dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat :

- 1) Les frais exposés pour rémunérer un pharmacien remplaçant, en cas d'interdiction temporaire d'exercer prononcée à votre rencontre ou à celle d'un de vos pharmaciens assistants et que vous soyez légalement tenu de prendre un pharmacien remplaçant ;
- 2) Les frais exposés pour rémunérer un pharmacien remplaçant, en cas d'interdiction temporaire d'exercer inférieure ou égale à six mois prononcée à votre rencontre ou à celle d'un de vos pharmaciens assistants à la suite d'une plainte d'un patient ne mettant pas en cause votre garantie « responsabilité civile professionnelle et que vous soyez légalement tenu de prendre un pharmacien remplaçant. La garantie est acquise à compter du second mois d'interdiction temporaire d'exercer.
- 3) les honoraires de l'expert que vous avez choisi.

4. TITRE 3 – VOTRE RESPONSABILITE CIVILE

4.1 - Votre responsabilité civile en tant que locataire ou propriétaire de vos locaux professionnels

La garantie est déclenchée par le « fait dommageable ».

NOUS GARANTISSONS, dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que vous pouvez encourir du fait des dommages corporels, matériels et des pertes immatérielles consécutives :

- 1) A l'égard des voisins et des tiers, à la suite d'un incendie, d'une explosion ou d'un dégât des eaux ayant pris naissance dans les locaux professionnels assurés par le présent contrat.

Sont garantis au titre de cette responsabilité les dommages matériels ou immatériels dont seraient victimes, du fait du sinistre, soit vos voisins, soit toute personne pouvant être considérée comme tiers au sens de la définition que nous donnons au début de ce contrat.

- 2) A l'égard du propriétaire, si vous êtes locataire, pour les dommages matériels causés par un incendie, une explosion ou un dégât des eaux dont vous serez reconnu responsable en vertu du Code Civil.

Notre garantie couvre également les pertes de loyers subies par votre propriétaire et la perte d'usage de la partie d'immeuble qu'il occupait pour son usage personnel.

- 3) Vis-à-vis des tiers, si vous êtes propriétaire de vos locaux professionnels, pour les dommages matériels consécutifs à un accident provenant des bâtiments, dépendances et annexes, cours, jardins, plantations et clôtures affectés à votre activité professionnelle dont vous serez reconnu responsable en vertu du Code Civil.

Cette extension est accordée en cas d'insuffisance ou d'absence de garantie de l'assurance couvrant votre responsabilité de propriétaire d'immeuble.

4.2 - Votre responsabilité civile professionnelle et exploitation

4.2.1 - Votre responsabilité civile professionnelle (liée à la nature de l'activité)

La garantie est déclenchée par la « réclamation ».

Elle est acquise si la réclamation est formulée pendant la période de validité de la garantie, et éventuellement pendant la période subséquente de cinq ans, portée à dix ans en cas de cessation définitive d'activité professionnelle.

NOUS GARANTISSONS dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que vous pouvez encourir en raison des accidents corporels ou matériels survenus par suite d'erreurs ou de fautes professionnelles commises par vous ou vos préposés :

- 1) dans l'exécution des ordonnances y compris la substitution d'un produit princeps par un produit générique ;
- 2) dans l'exécution des analyses ou dans la communication des résultats ;
- 3) dans la préparation, le conditionnement, la délivrance, même sans ordonnance, de produits pharmaceutiques, galéniques ou chimiques ;
- 4) dans la vente, la location ou l'utilisation d'appareils, d'accessoires de pharmacie, médicaux ou chirurgicaux ;
- 5) dans la vente et la dispensation d'obus d'oxygène timbrés :

- exclusivement à destination des patients de l'officine dans le respect des bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical,
 - ou à destination d'autres professionnels de santé avec accord de l'ARS et de toute autre autorité compétente, ainsi qu'avec déclaration préalable et accord de la MADP ; 6. à l'occasion de soins d'urgence ;
- 6) dans la fabrication et la vente de « médicaments spécialisés de l'officine » (produits maison), c'est à dire de tout médicament préparé à l'avance dans votre officine sous votre contrôle direct, dosé au poids médicinal, présenté sous un conditionnement particulier et destiné à être vendu seulement dans votre officine ;
 - 7) dans la vente en ligne de produits spécifiques par Internet dans le strict respect de la loi et du guide des bonnes pratiques officinales ;
 - 8) dans les actions de prévention, de dépistage, de conseil et éducation thérapeutique des patients autorisés dans le cadre de la loi HPST ;
 - 9) dans la Collecte de dasri (déchets produits par une activité de soins individuelle) des patients qui présentent un risque infectieux et de contamination pour l'homme et l'environnement ;
 - 10) dans la constitution et utilisation du dossier pharmaceutique du patient.

4.2.2 - Votre responsabilité civile exploitation

La garantie est déclenchée par le fait dommageable.

NOUS GARANTISSONS dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que vous pouvez encourir en vertu du Code Civil en raison des accidents corporels ou matériels causés aux tiers de votre propre fait dans l'exercice de votre profession, et du fait :

- 1) de vos associés, préposés, stagiaires ;
- 2) des agencements intérieurs ou extérieurs de vos locaux, des ascenseurs et monte-charge, des marchandises, matériel et installations professionnelles ;
- 3) des chiens affectés à la garde de vos locaux professionnels, à l'occasion de cette garde. Cette extension n'est accordée qu'en complément, en cas d'insuffisance de garantie de l'assurance que doit souscrire le propriétaire des animaux pour couvrir dans leur globalité les conséquences de sa responsabilité ;
- 4) des véhicules sans moteur et deux roues à assistance électrique utilisés exclusivement pour les besoins professionnels.
- 5) des conséquences de la responsabilité de l'assuré si celle-ci est recherchée à la suite d'un vol commis par l'un de ses préposés dans l'exercice de ses fonctions et à la condition qu'une plainte ait été déposée au Parquet, plainte qui ne pourra être retirée sans notre accord.
- 6) des dommages corporels résultant d'accidents subis par les personnes effectuant un stage de pré embauche, lorsque ces personnes ne peuvent pas se prévaloir de la législation sur les accidents du travail.

4.2.3 - Votre responsabilité civile employeur

La garantie est déclenchée par le fait dommageable.

NOUS GARANTISSONS, dans la limite des montants de garanties précisés dans le tableau synoptique des garanties du présent contrat, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile vous incombant du fait des événements suivants :

- 1) Faute intentionnelle et inexcusable

La garantie porte sur le remboursement des sommes dont vous êtes redevable à l'égard de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie :

- au titre des cotisations supplémentaires prévues à l'article L 452-2 du Code de la Sécurité Sociale,
- au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L 452-3 du Code de la Sécurité Sociale, lorsque l'un de vos préposés est victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle résultant d'une faute inexcusable de votre part ou d'une personne que vous vous êtes substituée dans la direction de votre pharmacie ;

- 2) Maladies contractées par vos préposés pendant leur service et provoquées par les produits ou matières utilisés dans la pharmacie

La présente garantie s'entend pour les malades dont la première constatation médicale telle que visée à l'article L 495 du Code de la Sécurité Sociale se situe postérieurement à la date d'effet du présent contrat et antérieurement à sa résiliation ou expiration.

- 3) Intoxications alimentaires dont seraient victimes les préposés à la suite de préparations alimentaires effectuées par vos soins ;
- 4) Dommages subis par les tiers dans la réalisation desquels est impliqué un véhicule terrestre à moteur utilisé par vos préposés

Nous garantissons les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui pourrait vous incomber en raison d'accidents causés aux tiers par un véhicule terrestre à moteur dont vous n'avez, ni la propriété, ni la garde et que vos préposés auraient utilisé à titre exceptionnel et à votre demande pour les besoins de l'officine. Lorsque le véhicule est utilisé régulièrement, la garantie n'est accordée qu'à condition que le contrat d'assurance automobile souscrit pour l'emploi de ce véhicule comporte, au moment de l'accident, une clause d'usage conforme à l'utilisation qui en est faite, sauf cas fortuit ou de force majeure.

Au cas où un autre contrat garantirait, à titre principal, les mêmes dommages, la présente garantie ne pourrait intervenir qu'à titre complémentaire.

Cette garantie relative à l'usage d'un véhicule ne s'applique pas :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant personnellement au préposé, salarié ou non, de l'assuré,
- aux dommages subis par le conjoint, les ascendants et les descendants de vos préposés, propriétaire ou conducteur, lorsqu'ils sont transportés dans le véhicule impliqué dans l'accident,
- aux dommages subis par le véhicule impliqué dans l'accident.

4.3 - Dispositions et exclusions communes aux garanties de responsabilité civile

Elles s'appliquent à l'ensemble des garanties « Responsabilité Civile Professionnelle, Exploitation, Employeur ».

4.3.1 - Exclusions

Nous ne prenons pas en charge les conséquences pécuniaires de votre responsabilité si celle-ci est recherchée pour des dommages imputables :

- A vos activités non professionnelles,
- à des activités professionnelles autres que celles qu'un pharmacien est autorisé à effectuer dans le cadre d'une pharmacie (notamment ceux résultant de l'exploitation d'un laboratoire

d'analyses, de l'exercice de la Médecine, de la fabrication et vente de spécialités pharmaceutiques soumises aux obligations de visas du Ministère de la Santé Publique, d'une activité de grossiste répartiteur),

- aux produits pharmaceutiques que vous auriez créés et dont la fabrication serait confiée à un autre établissement,
- aux actes professionnels pratiqués illégalement, à des fins non thérapeutiques et dont un pharmacien ne peut ignorer qu'ils sont notoirement dangereux pour la santé et pour la vie, tels que la délivrance illégale de produits à caractère stupéfiant ou dopant,
- à la vente de produits n'ayant pas obtenu le visa légalement exigé, ou de la fabrication nécessitant l'homologation du Ministère de la Santé.

Sont également exclus :

- les conséquences de faits dommageables antérieurs à la souscription du contrat et connus de vous ainsi que ceux survenus pendant une période de suspension,
- les dommages subis par les personnes n'ayant pas la qualité de tiers au sens de la définition donnée dans le lexique
- les dommages aux biens meubles et immeubles appartenant à des tiers, et dont vous avez, même provisoirement, la propriété, la garde, l'usage ou la détention,
- les dommages résultant des recherches biomédicales visées par la loi française du 20.01.1988, modifiée par la loi du 23.01.1990, ainsi que les décrets 90-872 du 27.09.1990 et 91-440 du 14.05.1991,
- les responsabilités consécutives à l'exposition à l'amiante, fibres d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante ainsi que toute erreur ou omission dans le contrôle, les instructions, les notices, les conseils donnés à propos des fibres d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante,
- les dommages de toute nature causés par des véhicules à moteur soumis à la législation sur l'assurance automobile obligatoire, ou qui y seraient soumis en France,
- les cotisations supplémentaires prévues aux articles L242.7 et L412.3 du code de la Sécurité Sociale.

4.3.2 - Défense en cas d'action judiciaire

Si une action judiciaire est engagée contre vous au titre d'une des responsabilités garanties :

- 1) Devant les tribunaux civils, commerciaux et administratifs et les CCI (Commission de Conciliation et d'Indemnisation) : nous assurons la direction du procès et nous pouvons faire appel de tout jugement ou nous pourvoir en cassation si nous l'estimons nécessaire ;
- 2) Devant les juridictions pénales, pour blessures, homicide par imprudence, délit ou contravention, si les personnes lésées n'ont pas totalement été désintéressées : nous avons la faculté de diriger la défense ou de nous y associer et, en votre nom ou en celui de l'assuré civilement responsable, d'exercer toute voie de recours. Toutefois nous ne pourrions exercer les voies de recours qu'avec l'accord de l'assuré s'il est cité comme prévenu, exception faite des cas où elles seraient limitées aux intérêts civils.

Nous prenons alors en charge les frais judiciaires et les honoraires de notre avocat.

4.4 - Fonctionnement des garanties responsabilités civiles dans le temps

4.4.1 - Inopposabilité des déchéances

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations, commis postérieurement au sinistre, n'est opposable aux victimes ou à leurs ayants droit.

Le Code des Assurances nous autorise cependant à exercer contre l'assuré une action en remboursement de toutes les sommes que nous aurions payées à sa place.

4.4.2 - Période de garantie

4.4.2.1 - Responsabilité civile professionnelle

Définition :

La garantie s'applique aux réclamations formulées pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre, dès lors que le fait dommageable est survenu dans le cadre des seules activités de l'assuré garanties au moment de la première réclamation.

Le contrat ne garantit pas les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'assuré, à la date de souscription de la présente garantie.

Garantie subséquente :

Cas général : la garantie Responsabilité Civile Professionnelle s'applique également aux sinistres dont la première réclamation est formulée pendant un délai de 5 ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation de tout ou partie de la garantie responsabilité civile professionnelle dès lors que le fait dommageable est survenu pendant la période de validité du contrat et dans le cadre des activités garanties à la date de résiliation ou d'expiration des garanties, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

Cessation d'activité ou décès : le présent contrat garantit également les sinistres dont la première réclamation est formulée pendant un délai de 10 ans à partir de la date de résiliation ou d'expiration de la garantie Responsabilité Civile Professionnelle du présent contrat pour cause de cessation d'activité ou de décès de l'assuré, dès lors que le fait dommageable est survenu pendant la période de validité de ce contrat ou antérieurement à cette période, dans le cadre des activités de l'assuré garanties par ce contrat. Cependant, cette garantie ne couvre pas les sinistres dont la première réclamation est postérieure à une éventuelle reprise d'activité.

Assurance cumulative :

Si un sinistre est susceptible de mettre en jeu la garantie du présent contrat et celle d'un autre contrat précédant ou succédant à celui-ci, il sera couvert en priorité par le contrat en vigueur au moment de la première réclamation sans qu'il soit fait application des dispositions des 4e et 5e alinéas de l'article L121.4 du Code des Assurances.

Dispositions spécifiques aux assurés qui décèdent pendant l'année d'assurance du contrat :

En cas de décès d'un assuré pendant l'année d'assurance, la survenance d'une réclamation postérieure au décès et non prise en charge par l'ONIAM (Organisation Nationale d'Indemnisation des Accidents Médicaux) dans le cadre des dispositions légales ou par un dispositif équivalent, sera prise en charge par l'assureur du présent contrat pour autant qu'elle soit consécutive à un fait dommageable survenu entre la prise d'effet et la cessation des effets du contrat, et concerne une activité garantie au titre du présent contrat.

4.4.2.2 - Responsabilité civile en tant que locataire ou propriétaire de vos locaux professionnels, responsabilité civile exploitation, responsabilité civile employeur

Les garanties sont déclenchées par le fait dommageable.

Elles couvrent l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il peut encourir dans le cadre des garanties du contrat, dès lors que le fait dommageable survient entre la prise d'effet

initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

Constitue un sinistre, tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Spécificité relative à la garantie Responsabilité Civile Employeur : toutefois, une dérogation à cette règle est fixée pour les réclamations postérieures à la prise d'effet du présent contrat concernant les maladies professionnelles déclarées à la Sécurité Sociale et à l'employeur avant sa prise d'effet. Dans ce cas, la garantie s'applique aux sinistres dont la première réclamation est formulée pendant un délai de cinq ans à compter de la prise d'effet du présent contrat.

5. TITRE 4 – INDIVIDUELLE ACCIDENT

L'Assureur garantit au personnel, clients, visiteurs de l'officine, porteurs de fonds, des indemnités stipulées au tableau des garanties du contrat, en cas de dommages corporels consécutifs à une agression perpétrée par un tiers, et survenue soit dans les locaux professionnels de l'assuré, soit dans les dépendances ou aux abords immédiats et en relation directe avec les dits biens.

5.1 - Les garanties

Les indemnités garanties sont les suivantes :

Indemnités journalières :

Cette indemnité est payée en cas d'incapacité totale attestée par un certificat médical dès le jour de l'accident pendant une durée maximum de 365 jours.

De plus, les frais de la visite médicale nécessaire pour l'obtention du certificat d'incapacité seront à la charge de l'assureur.

L'assureur aura la faculté de faire contre expertiser la victime par le médecin de son choix. En cas de désaccord entre le médecin traitant et le médecin de l'assureur, ceux-ci désigneront d'un commun accord un tiers médecin qui les départagera.

Les honoraires de ce tiers expert seront partagés par moitié entre l'assureur et le bénéficiaire de la garantie.

Les frais médicaux :

Remboursement des frais médicaux, de transport de la personne accidentée entre le lieu de l'accident, le lieu des soins et le domicile, des frais d'hospitalisation et de pharmacie, après déduction des remboursements obtenus au titre des régimes sociaux et/ou privés.

Les dommages matériels :

Les dommages matériels subis par la personne au moment de l'accident, lui ayant causé en même temps des dommages corporels garantis.

Le pretium doloris :

Montant forfaitairement versé par l'assureur à la personne accidentée sous réserve que celle-ci produise un certificat médical descriptif, dont les frais seront à la charge de l'assureur.

Le capital décès :

Cette garantie s'applique si le décès survient immédiatement ou dans un délai de 18 mois des suites de l'agression garantie.

Pour les victimes âgées de moins de 18 ans ou âgées de 65 ans ou plus au jour du décès, le capital stipulé au tableau des garanties sera réduit de moitié.

Les bénéficiaires de ce capital seront les héritiers de la victime.

Infirmité :

- Si l'infirmité est totale, l'assureur garantit le paiement du capital stipulé au tableau des garanties.

- Si l'infirmité est partielle, le paiement de ce capital est réduit en fonction du barème d'indemnisation des accidents du travail tel que prévu au troisième alinéa de l'article 453 du Code de la Sécurité Sociale. La lésion des membres ou organes déjà infirmes n'est indemnisée que pour la différence entre l'état avant et après l'accident. Les lésions consécutives à l'accident doivent être évaluées sans tenir compte d'un état antérieur d'infirmité pouvant affecter d'autres membres ou organes.

Les modalités d'expertise seront les mêmes que celles prévues dans la rubrique « Indemnités journalières ».

5.2 - Les exclusions

SONT EXCLUS LES ACCIDENTS SURVENUS :

- **Au souscripteur, à ses associés et mandataires sociaux**
- **Sont exclus de cette garantie les membres du personnel des banques ainsi que les professionnels du convoyage de fonds.**

5.3 - Non-cumul des indemnités

Les indemnités en cas de décès et d'infirmité ne peuvent se cumuler. Toutefois dans le cas où la victime décède dans le délai de 18 mois, les indemnités qu'elle a pu toucher au titre de l'infirmité permanente viendront en déduction de la somme à verser en cas de décès, sans possibilité pour l'assureur de réclamer la différence éventuelle.

D'autre part, les indemnités payées au titre du présent chapitre ne sont pas cumulables avec celles qu'obtiendrait la victime au titre de l'assurance responsabilité civile souscrite dans le cadre du présent contrat ; les indemnités dues au titre de la garantie du présent chapitre seraient considérées comme acomptes sur l'indemnité obtenue éventuellement au titre de la garantie « Responsabilité Civile » du présent contrat.

6. LA VIE DU CONTRAT

6.1 - Article 1 - La naissance, la durée de votre contrat

6.1.1 - Date d'effet

Le contrat est conclu dès sa signature par vous et par nous. Il produit ses effets à la date indiquée aux Conditions Particulières et au plus tôt après paiement de la première cotisation. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

6.1.2 - Durée

Sauf indications contraires aux Conditions Particulières, le contrat est conclu pour la durée comprise entre sa date d'effet et la première échéance annuelle qui suit. A son expiration, il est reconduit automatiquement d'année en année sauf si vous ou nous décidons d'y mettre fin en le résiliant.

6.2 - Article 2 - Les possibilités de mettre fin à votre contrat

Le contrat peut être résilié :

6.2.1 - Par vous et par nous :

- 1) Chaque année à l'échéance annuelle dès lors qu'il a au moins un an d'existence moyennant un préavis de trois mois au moins.
- 2) Dans les trois mois suivant la date de survenance d'un des événements suivants (article L 113-16 du Code des Assurances) : changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, cessation définitive d'activité professionnelle ou retraite professionnelle, lorsque le contrat d'assurance a pour objet la garantie de risques en relation avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la nouvelle situation. La demande de résiliation du contrat doit être faite par lettre ou tout autre support durable si elle émane de vous et par lettre recommandée avec demande d'avis de réception si elle émane de nous. La résiliation prend effet un mois après la réception de la lettre recommandée (articles R 113-6 à R 113-9 du Code des Assurances).

6.2.2 - Par vous :

- 1) En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans le contrat si nous ne consentons pas la diminution de cotisation correspondante (article L 113-7 du Code des Assurances).
- 2) En cas de résiliation par nous d'un autre de vos contrats après sinistre, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation de la police sinistrée (article R 113-10 du Code des Assurances).
- 3) Au cas où nous vous aurions informé, conformément aux dispositions relatives à l'actualisation des cotisations, d'une majoration des bases de calcul de la cotisation du contrat pour des motifs de caractère technique (autres que la variation de votre chiffre d'affaires ou celle découlant du jeu des indices), la demande de résiliation devant être formulée dans les quinze jours suivant celui où vous avez eu connaissance de cette majoration. Cette résiliation prend effet un mois après que nous en ayons reçu notification et vous devez alors nous régler une portion de prime calculée sur les bases de la cotisation précédente pour la période comprise entre la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

6.2.3 - Par nous :

- 1) En cas de non-paiement des cotisations exigibles (article L 113-3 du Code des Assurances).
- 2) En cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances). La résiliation prend effet 10 jours après sa notification. En cas de notification par lettre recommandée, le délai est décompté à partir de la date d'envoi de la lettre, le cachet de la poste faisant foi.
- 3) En cas d'omission ou d'inexactitude dans vos déclarations à la souscription ou en cours de contrat (articles L 113-8 et L 113-9 du Code des Assurances). La résiliation prend effet 10 jours après sa notification. En cas de notification par lettre recommandée, le délai est décompté à partir de la date d'envoi de la lettre, le cachet de la poste faisant foi.
- 4) Après sinistre : vous avez alors droit de mettre fin aux autres contrats que vous avez souscrits auprès de nous (article R 113-10 du Code des Assurances).

6.2.4 - Par les parties concernées :

Par l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge-commissaire ou le liquidateur en cas de redressement ou de liquidation judiciaire (article L 113-6 du Code des Assurances).

6.2.5 - De plein droit :

- 1) En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (article L 121-9 du Code des Assurances).
- 2) En cas de retrait de l'agrément de notre Société (article R 326-1 du Code des Assurances).
- 3) En cas de réquisition de propriété de la chose assurée dans les cas et dispositions prévus par la législation en vigueur.

6.3 - Article 3 – Les modalités de résiliation de votre contrat

6.3.1 - Formalisation de la décision de résilier

Conformément aux nouvelles dispositions de l'article L113-14 du code des assurances, lorsque l'assuré a le droit de résilier le contrat, la notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :

- Soit par lettre ou tout autre support durable ;
- Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
- Soit par acte extra-judiciaire ;
- Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
- Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.

Sont exclus les SMS, les posts sur les réseaux sociaux (y compris en messagerie privée) et les demandes par Chat.

6.3.2 - Remboursement de cotisation – indemnité de résiliation

Si le contrat prend fin au cours d'une période d'assurance, la portion de cotisation afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation ne nous est pas acquise et vous est donc remboursée si elle a été perçue d'avance.

Toutefois en cas de résiliation par nous pour non-paiement des cotisations, nous avons droit, à titre de cotisation et d'indemnité, à toutes les cotisations échues.

6.4 - Article 4 – Transfert de propriété

En cas de transfert de propriété par suite de décès, de vente ou de donation des biens assurés, la garantie couvrant ceux-ci continue au profit de l'héritier ou de l'acquéreur.

Vous devez nous informer par lettre recommandée de la date du transfert et des nom et adresse de l'acquéreur.

L'héritier ou l'acquéreur aura la possibilité de mettre fin aux garanties ainsi transférées. Nous pouvons également mettre fin aux garanties dans un délai de trois mois à compter de la date où nous aurons eu connaissance du transfert de propriété.

En cas d'aliénation (vente ou donation), vous restez tenu de nous régler les cotisations échues avant la date d'aliénation ainsi que celles échues après cette date, mais avant le moment où vous nous en aurez informés par lettre recommandée.

6.5 - Article 5 – Prescription

Il ne sera plus possible, ni à vous ni à nous, de nous prévaloir de ce contrat pour exercer nos droits respectifs passé un délai de deux années après qu'ait eu lieu l'événement qui a donné naissance à ces droits (Art. L 114-1 et suivants du code des assurances).

La prescription est l'extinction d'un droit après un délai prévu par la loi. Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites dans les délais et termes des articles suivants du Code des assurances :

Article L. 114-1

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- 1° En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- 2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Adhérent contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Adhérent ou a été indemnisé par ce dernier.

Article L. 114-2

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L. 114-3

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Causes ordinaires d'interruption.

Les causes ordinaires d'interruption de la prescription visées à l'article L. 114-2 précité sont celles prévues selon les termes et conditions des articles suivants du Code civil :

Article 2240 du Code civil

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du Code civil

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du Code civil

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du Code civil

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du Code civil

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du Code civil

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du Code civil

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

Article 2254 du Code civil

La durée de la prescription peut être abrégée ou allongée par accord des parties. Elle ne peut toutefois être réduite à moins d'un an ni étendue à plus de dix ans.

Les parties peuvent également, d'un commun accord, ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de la prescription prévues par la loi.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables aux actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, aux actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts.

6.6 - Article 6 – La situation géographique de vos garanties

Vous êtes garanti pour les sinistres qui surviendraient au lieu indiqué aux Conditions Particulières et pour la garantie "Responsabilité civile professionnelle" en France (sauf la Polynésie française et la Nouvelle Calédonie) et dans les pays de la Communauté Européenne.

Sont exclus tout sinistre relevant de la compétence territoriale des Tribunaux des Etats-Unis ou du Canada.

En cas de transfert des risques à un autre lieu que celui qui est indiqué aux Conditions Particulières, vous devez nous en faire la déclaration.

6.7 - Article 7 – Vos déclarations à la souscription et en cours de contrat

6.7.1 - Lors de la souscription du contrat

Vous devez répondre exactement aux questions posées par nous, notamment dans le formulaire de déclaration du risque (proposition) par lequel nous vous interrogeons sur les circonstances qui sont de nature à nous faire apprécier les risques que nous prenons en charge.

Vous devez également nous déclarer les contrats dont vous êtes titulaire et qui portent sur les mêmes risques.

6.7.2 - En cours de contrat

EN CAS DE CHANGEMENT concernant vous-même, les assurés ou vos biens, vous devez nous déclarer, vous, ou l'une des personnes assurées si cela ne vous est pas possible, par lettre recommandée ou verbalement (au siège de notre Société contre récépissé), toutes les modifications affectant, même à titre temporaire, les déclarations faites sur la proposition ou mentionnées aux Conditions Particulières et qui ont servi de base à l'établissement du contrat et au calcul de la cotisation.

Si vous avez connaissance d'une modification :

- vous devez nous la signaler avant sa réalisation, si elle est effectuée par vos soins ou sur votre initiative,
- vous devez nous la signaler dans les quinze jours après que vous en ayez eu connaissance, si elle résulte d'un fait extérieur.

Si cette modification constitue une aggravation telle que, si le nouvel état de chose avait existé lors de la souscription, nous n'aurions pas contracté ou nous ne l'aurions fait que moyennant une cotisation plus élevée, nous pouvons alors, soit mettre fin au contrat moyennant un préavis de dix jours par lettre recommandée, soit proposer une nouvelle cotisation. Si vous n'acceptez pas cette nouvelle cotisation, nous pouvons mettre fin au contrat dans un délai de trente jours (Art. I 113-4 du Code).

A l'inverse, en cas de diminution du risque, nous vous proposons une diminution de votre cotisation.

6.7.3 - Déclaration annuelle du chiffre d'affaires

Vous devez, chaque année et dans le mois qui suit notre demande, nous déclarer votre chiffre d'affaires annuel qui constitue l'assiette du calcul de votre cotisation.

Cette déclaration, rédigée de préférence sur le relevé que nous vous faisons parvenir à cet effet, doit être adressée au Siège de notre Société.

Nous nous réservons le droit de faire procéder à la vérification de cette déclaration dont vous devrez justifier l'exactitude à l'aide de tous documents probants, au besoin en recevant tout mandataire que nous délèguerions à cet effet.

6.7.4 - Autres assurances

Si les risques garantis par votre contrat sont ou viennent à être couverts par d'autres assurances, vous devez nous en faire part immédiatement (Art. L 121-4 du Code), sinon vous vous exposez aux sanctions prévues par l'article L 121-3 alinéa 1 du Code (nullité du contrat et versement de dommages et intérêts).

Chacune de ces assurances produit ses effets dans les limites des garanties du contrat, quelle que soit la date à laquelle elle a été souscrite : vous pouvez obtenir l'indemnisation de vos dommages en vous adressant à l'assureur de votre choix.

6.7.5 - Absence ou déclarations erronées – les conséquences

SANCTIONS :

Pour toute réticence ou fausse déclaration faite à la souscription ou en cours de contrat, le Code nous autorise à vous opposer les sanctions suivantes :

- Résiliation du contrat sans indemnité ;
- Nullité du contrat si le fait est intentionnel (article L 113.8 du Code)
- Réduction de l'indemnité si le fait n'est pas intentionnel (article L 113.9 du Code)

Si la déclaration de votre chiffre d'affaires ne nous a pas été communiquée, nous pouvons mettre en recouvrement à titre d'acompte et sous réserve de régularisation dans l'année lorsque nous aurons reçu la déclaration, une cotisation provisoire calculée sur le chiffre d'affaires précédent majoré au maximum de 10%.

A défaut du paiement de cette cotisation, nous pouvons suspendre la garantie, puis résilier le contrat ou en poursuivre l'exécution en justice dans les conditions prévues ci-après.

6.8 - Article 8 – Votre cotisation

6.8.1 - Mode de calcul

La cotisation est fonction du chiffre d'affaires qui nous est communiqué. Elle évolue en fonction des variations de ce dernier, ainsi que de l'indice du prix de la construction dans la Région Parisienne, publié par la Fédération Française du Bâtiment ou d'un autre indice, substitué par accord des parties, hors cotisation des garanties de Responsabilité Civile, défense pénale et recours et assistance.

6.8.2 - Modalités de paiement

Les cotisations nettes ou, en cas de fractionnement, les fractions de cotisation et les accessoires ainsi que les impôts et taxes sur les cotisations dont la récupération n'est pas interdite, sont payables d'avance aux dates d'échéance indiquées aux Conditions Particulières.

Le lieu de paiement est le siège de notre Société. Toutefois, si vous en faites la demande, les cotisations peuvent être payables à votre domicile ou en tout autre lieu si, par suite d'infirmité ou de

vieillesse, vous n'êtes pas en mesure de vous déplacer ou si vous habitez à plus de trois kilomètres d'une recette postale.

A défaut de paiement d'une cotisation (ou d'une fraction de cotisation) dans les dix jours de son échéance, nous pouvons, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, par lettre recommandée valant mise en demeure, adressée à votre dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou de sa remise à vous-même si vous êtes domicilié hors de la France Métropolitaine).

Les frais de mise en demeure seront à votre charge pour une somme égale à 35 €.

En cas de fractionnement de la cotisation la suspension pour non-paiement d'une des fractions produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période annuelle considérée et les autres fractions de la cotisation relative à cette période restent exigibles.

Nous pouvons résilier le contrat dix jours après le délai de trente jours ci-dessus par notification faite, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit dans une nouvelle lettre recommandée.

Le paiement tardif de la cotisation ne peut remettre en vigueur un contrat résilié, sauf accord entre vous et nous entériné par la signature d'un avenant.

Les frais de recouvrement contentieux des cotisations ou fractions de cotisations non réglées dans les délais seront à votre charge pour un montant égal à 20 % de la cotisation à recouvrer.

6.9 - Article 9 – Le règlement des sinistres – nos obligations respectives

6.9.1 - Principes généraux

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour vous. Elle ne vous garantit que la réparation de vos pertes réelles.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence et de la valeur au moment du sinistre des biens assurés, vous êtes tenu d'en justifier par tous moyens en votre pouvoir et documents en votre possession, ainsi que de l'importance des dommages.

Lorsque nous réglons directement, pour votre compte, un fournisseur ou un prestataire de services vous devez nous rembourser dans le mois suivant notre demande, la franchise qui le cas échéant serait à votre charge, ainsi que la T.V.A. facturée, sauf si vous pouvez justifier que vous n'êtes pas assujetti à cette taxe.

6.9.2 - Vos obligations

6.9.2.1 - Délai de déclaration

Vous, ou à défaut l'assuré devez nous déclarer le sinistre dès que vous en avez connaissance et au plus tard dans les délais précisés ci-dessous :

- dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel s'il s'agit d'une catastrophe naturelle,
- cinq jours ouvrés s'il s'agit d'un sinistre autre que "vol",
- deux jours ouvrés s'il s'agit d'un sinistre "vol".

Si vous ne nous déclarez pas le sinistre dans ces délais, vous pouvez être déchu de tout droit à indemnité, sauf cas fortuit ou de force majeure, si nous établissons que le retard nous a causé préjudice.

6.9.2.2 - Sinistre autre que « vol »

6.9.2.2.1 - Contenu de la déclaration

Vous devez nous indiquer, dans la déclaration du sinistre ou, si cela est impossible, dans une déclaration ultérieure que vous rédigerez le plus rapidement possible, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou supposées, les noms et adresses des personnes pouvant en être responsables, la nature et le montant approximatif des dommages, les noms et adresses des victimes, la nature et l'importance des blessures.

6.9.2.2.2 - Mesures de sauvegarde

Vous devez, dès que le sinistre est survenu, prendre toute mesure nécessaire pour en limiter l'importance et sauvegarder les biens garantis, à défaut l'indemnité sera réduite de 50%.

6.9.2.2.3 - Gestion du sinistre

Vous ou l'assuré ou les ayants droit devez

- nous transmettre, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui vous seraient adressés, remis ou signifiés.
- En cas de dommages causés à vos biens, nous communiquer sans délai tout document nécessaire à l'expertise et nous fournir dans les vingt jours du sinistre un état estimatif détaillé signé par vous des biens détruits et sauvés.
- Si un tiers est responsable du sinistre, faire tout ce qui est possible pour que, dès que nous avons payé une indemnité, nous puissions comme nous en avons le droit, récupérer le montant en vos lieu et place auprès de la personne responsable du sinistre (Art. L 121-12 du Code).
- Respecter les prescriptions ou obligations particulières à certaines garanties.

6.9.2.3 - Sinistre « vol »

Contenu de la déclaration : vous ou l'assuré devez :

- nous déclarer le sinistre comme indiqué ci-dessus,
- faire une déclaration de vol à la police locale ou la gendarmerie,
- et si nous l'exigeons, déposer une plainte.

Gestion du sinistre : vous devez :

- Dans les dix jours, compléter la déclaration par l'indication de la valeur approximative des objets volés. Vous devez certifier exacte cette liste et la signer.
- En cas de récupération de tout ou partie des objets volés, à quelque époque que ce soit, nous en aviser immédiatement par lettre recommandée. En outre :
- si la récupération a lieu avant le paiement de l'indemnité, vous devez reprendre possession des objets volés et nous ne serons tenus qu'au paiement du coût des frais de réparation éventuels,
- si la récupération a lieu après le paiement de l'indemnité, vous aurez la faculté de reprendre possession des objets volés, à la condition de nous en faire la demande au plus tard deux semaines après que nous aurons été avisés de la récupération et moyennant remboursement de l'indemnité versée, sous déduction de la fraction de cette indemnité correspondant aux détériorations qu'auraient éventuellement subis les objets par suite du vol.

Quelle que soit la nature du sinistre, si, de mauvaise foi, vous exagérez le montant des dommages ou prétendez détruits ou volés des objets n'existant pas lors du sinistre, vous dissimulez ou soustrayez tout ou partie des objets assurés, vous ne déclarez pas l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes biens ou responsabilités, vous employez sciemment, comme justifications des moyens frauduleux ou des documents inexacts, vous serez entièrement déchu de tout droit à l'indemnité, la déchéance s'appliquant à la totalité des événements garantis par le présent contrat.

De plus, s'il y a eu règlement au titre de ce sinistre, le montant de l'indemnité doit nous être remboursé. Lorsqu'un tiers est responsable, si nous ne pouvons, de votre fait, récupérer le montant de l'indemnité

versée, notre garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'exercer ce recours (Art. L 121-12 du Code).

6.9.2.4 - Sinistre « responsabilité civile »

Nous sommes seuls habilités, dans la limite de notre garantie, à transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de nous ne nous est opposable.

Ne sont pas considérés comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

6.9.3 - Nos obligations communes

6.9.3.1 - Expertise

Au cas où un différend surgirait entre vous et nous, relatif à l'application du contrat, ce différend sera soumis, avant tout recours à la voie judiciaire, à deux experts choisis, l'un par vous ou l'assuré en cause ou les ayants droit, l'autre par nous. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert et les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'un d'entre nous de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix d'un troisième, la désignation est effectuée par le Tribunal de Grande Instance du lieu du sinistre ou du domicile de l'assuré.

Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

Chacun paye les frais et honoraires de son expert ainsi que, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du troisième expert et des frais de sa nomination.

6.9.3.2 - En cas de sauvetage

Vous ou l'assuré ne pouvez faire un abandon des objets garantis. Le sauvetage endommagé (partie des biens sinistrés conservant une certaine valeur), comme le sauvetage intact, reste votre propriété ou celle de l'assuré, même en cas de contestations sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation la vente amiable ou la vente aux enchères du sauvetage, vous ou nous pouvons demander, par simple requête au Président du Tribunal de Grande Instance du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à l'estimation du sauvetage.

6.9.3.3 - Sinistres de responsabilité : limites de garantie

Les frais de procès, de quittance et autre frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie. Toutefois, en cas de condamnation à un montant supérieur, ils sont supportés par nous et par vous dans la proportion des parts respectives de chacun dans la condamnation. Si l'indemnité allouée à une victime ou à ses ayants droits consiste en une rente, nous en assurons la constitution qu'elle soit ordonnée par une décision judiciaire ou non. Dans ce dernier cas, la valeur en capital de la rente sera calculée d'après les règles applicables au calcul de la réserve mathématique de cette rente. Si les sommes versées dépassent la limite de garantie.

Nous pouvons vous demander le remboursement des sommes la dépassant.

6.9.4 - Nos obligations

6.9.4.1 - Délai de paiement de l'indemnité

Le paiement de l'indemnité est effectué au siège de la Société dans les quinze jours de l'accord amiable sur son montant ou en cas de contestation, de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, court à partir du jour où celle-ci est levée.

6.9.4.2 - Dommages exceptionnels

Cette convention n'implique :

- aucune garantie autre que celles mentionnées aux Conditions Particulières,
- aucune augmentation des plafonds prévus dans les montants des garanties.

Le montant des garanties de Responsabilité Civile ne pourra jamais être supérieur au montant maximal fixé dans les Conditions Particulières, quel que soit le nombre de victimes, pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels résultant :

- de l'action du feu, de l'eau, des gaz et de l'électricité, dans toutes leurs manifestations,
- d'explosions,
- de la pollution de l'atmosphère ou des eaux ou transmise par le sol,
- de l'effondrement d'ouvrages ou constructions, y compris les passerelles et les tribunes, de caractère permanent ou temporaire,
- d'effondrement, glissement et affaissement de terrain et d'avalanches,
- d'intoxications alimentaires,
- d'écrasement ou d'étouffement provoqué par des manifestations de peur panique, quelle qu'en soit la cause,
- ainsi que tout dommage survenu sur ou dans des moyens de transports maritimes, fluviaux ou lacustres, aériens ou ferroviaires ou causés par eux (à l'exception des chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques ou autres engins de remontée mécanique visés dans la première partie du Livret II, Titre II du Code).

En cas d'assurances multiples, le montant maximum ci-dessus de la garantie est ramené à un montant proportionnel à la part des engagements nous incombant.

6.9.4.3 - Inopposabilités des déchéances de garantie

Les déchéances de garantie ne sont pas opposables aux personnes lésées ou à leurs ayants-droit lorsqu'elles sont motivées par un manquement à vos obligations, commis postérieurement au sinistre. Nous procéderons, dans la limite du contrat, au paiement de l'indemnité et nous pourrions exercer une action contre vous ou l'assuré, en remboursement de la somme que nous aurons ainsi payée.

6.9.4.4 - Subrogation – recours après sinistre

Nous sommes subrogés dans les termes de l'article L 121-12 du Code, dans la limite de l'indemnité que nous avons payée, dans vos droits et actions contre tous responsables du sinistre.

Toutefois, nous ne bénéficions pas de cette substitution dans le cas où elle aurait à s'exercer contre votre conjoint, vos descendants, ascendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, et généralement toutes personnes vivant habituellement à votre foyer, sauf en cas de malveillance commise par une de ces personnes.

Aucune renonciation par nous à l'exercice d'un recours ne nous est opposable si le tiers responsable est garanti par un contrat d'assurance.

Si la subrogation ne peut plus, de votre fait, s'opérer en notre faveur, notre garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

7. ARTICLE 10 – LES EXCLUSIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES DE VOTRE CONTRAT

D'une manière générale, nous ne garantissons pas :

- **LES DOMMAGES INTENTIONNELLEMENT CAUSES OU PROVOQUES** par toute personne assurée ou avec sa complicité, ainsi que par les mandataires sociaux de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une personne morale.
- **LES DOMMAGES** aux biens assurés ainsi que ceux occasionnés aux tiers lorsqu'ils résultent d'un défaut d'entretien caractérisé ou de réparation indispensable dont vous aviez connaissance.
- **LES DOMMAGES CAUSES PAR L'UN DES EVENEMENTS SUIVANTS :**
 - GUERRE ETRANGERE ou GUERRE CIVILE,
 - ERUPTIONS VOLCANIQUES, TREMBLEMENTS DE TERRE, INONDATIONS, RAZ-DE-MAREE ou autres cataclysmes, glissements ou affaissements de terrain, sauf, pour les dommages aux biens et les pertes d'exploitation, si les Pouvoirs Publics décrètent la mise en jeu de l'assurance des catastrophes naturelles (Loi n° 82.600 du 13 juillet 1982).
- **LES DOMMAGES CAUSES OU L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES :**
 - par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
 - par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,
 - par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout isotope), utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage.
- **LES DOMMAGES CAUSES PAR DES ENGINS DE GUERRE** (grenades, fusils, bombes) dont la détention est interdite et que, sciemment, vous détiendriez, ainsi que ceux qui résulteraient d'une manipulation par vous-même d'un engin de guerre.
- **LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS ASSURES PAR :**
 - LA POLLUTION DE L'ATMOSPHERE, DES EAUX ET DU SOL.
 - TOUTES AUTRES ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT RESULTANT :
 - de l'émission, du rejet ou du dépôt de substances solides, liquides ou gazeuses,
 - de bruits, odeurs, vibrations, ondes, radiations, rayonnements ou modifications de température.
- **LES DOMMAGES AUX VEHICULES A MOTEUR OU A LEUR REMORQUE** dont vous, ou les assurés, avez la propriété, la conduite ou la garde.
- **LA PRISE EN CHARGE DES AMENDES ET AUTRES PENALITES QUI VOUS SERAIENT INFLIGEES.**
- **LES CONSEQUENCES D'UNE EPIDEMIE OU D'UNE PANDEMIE.**

8. ARTICLE 11 - L'ACTUALISATION DES GARANTIES ET DES COTISATIONS DE VOTRE CONTRAT

8.1 - Indexation

Pour permettre cette actualisation, certains montants sont réévalués dans la même proportion que l'indice.

La valeur initiale de ces montants est modifiée à compter de chaque échéance annuelle, proportionnellement à la variation constatée entre la valeur de l'indice (dite "indice de base") indiquée aux Conditions Particulières, et la valeur du même indice (dite "indice d'échéance") indiquée sur l'avis d'échéance.

8.2 - Actualisation des garanties

Votre contrat comporte des limites de garanties et franchises qui sont actualisées dans les conditions suivantes :

- 1) Pour les limites de garanties et franchises exprimées en euros, leurs montants, à l'exception des montants maximum des garanties exprimés en euros pour la garantie Responsabilité Civile et la franchise de la garantie « Catastrophes Naturelles », varient en fonction des indices comme précisé ci-dessus.
- 2) Pour les limites de garanties et franchises exprimées en "indices" ("n" fois l'indice), leurs montants en Euros sont obtenus en multipliant par "n" la valeur de l'indice retenu pour le calcul de la dernière cotisation nette annuelle échue.
- 3) Pour les autres limites de garanties et franchises : par rapport à votre chiffre d'affaires annuel.

8.3 - Actualisation technique des bases de cotisation

Outre l'actualisation qui découle du mode de calcul des cotisations, les bases de calcul de la cotisation (taux par rapport au chiffre d'affaires) peuvent être modifiées par nous à compter de la première échéance annuelle qui suit une période annuelle entière après votre adhésion, pour des motifs de caractère technique.

S'il en résulte une augmentation de votre cotisation, en dehors des augmentations liés à des taxes ou contributions obligatoires et des indexations liés aux variations de votre CA et de l'indice FFB, vous en serez avisé par lettre et/ou mentions portées sur l'avis d'échéance et vous pourrez résilier le contrat dans les conditions prévues au chapitre 6.2.2.

9. ARTICLE 12 – RECLAMATIONS ET MEDIATION

En cas de réclamation concernant la gestion de votre dossier sinistre, vous pouvez écrire au « Service Relation Sociétaire » de la MADP au 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARS CEDEX 08. Votre situation sera étudiée avec le plus grand soin ; une réponse motivée vous sera alors adressée dans un délai de 40 jours (sauf circonstances particulières dont nous vous tiendrons informés).

Dans la mesure où aucune solution n'a été trouvée, vous aurez la faculté de faire appel au médiateur dont les coordonnées sont les suivantes :

La Médiation de l'Assurance
TSA 50110
75441 PARIS CDX 09
Ou
www.mediation-assurance.org

10. ARTICLE 13 – INFORMATIQUE ET LIBERTE – DROIT DE COMMUNICATION ET DE RECTIFICATION (loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée)

En application de la loi informatique et liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2018-493 relative à la protection de données personnelles, l'assuré dispose d'un droit de décider et de contrôler les usages qui sont faits par MADP Assurances des données à caractère personnel le concernant dans les conditions fixées par les présentes lois.

Ces données sont collectées par MADP Assurances en sa qualité de responsable de traitement afin d'alimenter sa stratégie marketing et gérer le cycle de vie du contrat entre ce dernier et le client. Ces données sont conservées pour une durée de 3 ans à compter de la date de résiliation de la relation (ou 5 ans en cas de sinistres). Elles pourront être communiquées aux intermédiaires d'assurance, ou aux réassureurs et collaborateurs techniques dans le cadre de la réalisation de leurs opérations.

Conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, l'assuré dispose sur ses données personnelles des droits suivants :

- D'accès aux informations vous concernant dont nous disposons,
- D'opposition à leur traitement, dès lors qu'il ne s'agit pas de données obligatoires, indispensables à l'exécution du contrat,
- De rectification, le cas échéant, en cas d'erreur,
- A l'effacement et à l'oubli dès lors que vos données ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées, ou lorsque votre consentement a été exclusivement requis pour le traitement et que vous le retirez (cas de la prospection commerciale par voie électronique par exemple),
- De portabilité sur les données que vous avez personnellement fournies et dont le traitement a pour base juridique soit le consentement, soit l'exécution d'un contrat, soit l'exécution des mesures précontractuelles.

Vous pouvez exercer l'ensemble de ces droits (en justifiant de votre identité) par email adressé à dpo@madpassurances.fr ou par courrier simple envoyé à MADP Assurances - Délégué à la Protection des Données- 44 avenue George V – 75802 Paris cedex 08.

Pour mieux connaître vos droits, rendez-vous sur le site de la CNIL (www.cnil.fr/fr/comprendre-vos-droits).

L'assuré Peut prendre connaissance de la Politique de Protection des données de MADP Assurances sur le site Internet : <https://www.madp.fr/conformite> ou demander que le document lui soit envoyé à l'adresse email qu'il nous indiquera.

Gestion des contrats
01 53 20 17 17
www.madp.fr

MADP Assurances : 44 avenue George V – TSA 10105 – 75802 PARIS CEDEX 08
Tél : 01 53 20 17 17 - Fax : 01 42 81 94 86 - www.madp.fr –
E-Mail : courrier@madpassurances.fr

11. ARTICLE 14 – AUTORITE DE CONTROLE

L'Autorité chargée du contrôle de la MADP Assurances est :

Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) – 4 Place de Budapest CS 92459, 75436
Paris Cedex - France

